

---

# Audit du niveau des charges et produits d'exploitation de Régaz-Bordeaux

## Rapport d'audit

---

Rapport final



## Table des matières

<b>1.</b>	<b>Synthèse des résultats de l'audit .....</b>	<b>4</b>
1.1	Période ATRD4 .....	4
1.2	Demande ATRD5 .....	5
1.3	Trajectoire proposée par PMP .....	11
<b>2.</b>	<b>Contexte et objectif de l'audit .....</b>	<b>14</b>
2.1	Contexte .....	14
2.2	Objectifs de l'audit .....	15
<b>3.</b>	<b>Déroulement de l'audit.....</b>	<b>16</b>
<b>4.</b>	<b>Présentation de l'activité de l'ELD .....</b>	<b>17</b>
<b>5.</b>	<b>Analyse des charges/produits d'exploitation réels sur la période 2013-2016</b>	<b>18</b>
5.1	Hypothèses d'indexation.....	19
5.2	Consommations externes.....	20
5.2.1	Fournitures non stockables.....	20
5.2.2	Achats pertes réseau .....	21
5.2.3	Loyers, crédit-bail et charges locatives .....	21
5.2.4	Assurances .....	21
5.2.5	Prestations externes.....	22
5.3	Charges de personnel.....	22
5.4	Recettes extra-tarifaires.....	23
<b>6.</b>	<b>Analyse de la demande tarifaire ATRD5 .....</b>	<b>24</b>
6.1	Synthèse de la demande tarifaire .....	24
6.2	Analyse des projets lancés par Régaz-Bordeaux.....	26
6.2.1	Loi NOTRe et LTECV.....	26
6.2.2	Mise en place de nouvelles normes ISO.....	27
6.2.3	Modification de l'organisation juridique.....	28
6.2.4	Gestion des consommations sans fournisseurs.....	29
6.2.5	Projet de traçabilité des soudures .....	30
6.2.6	Projet de mise en conformité du réseau primaire .....	30
6.2.7	Confidentiel .....	32
6.2.8	Charges relatives aux impayés acheminement .....	32
6.2.9	Audit ATRD6.....	33
6.3	Zoom sur les consommations externes.....	34
6.3.1	Fournitures non stockables.....	34
6.3.2	Achats pertes réseau .....	34
6.3.3	Loyers, crédit- bail et charges locatives .....	35
6.3.4	Redevances .....	37
6.3.5	Services extérieurs et maintenance.....	39
6.3.6	Frais de recherche.....	42
6.3.7	Dépenses de communication .....	43

6.3.8	Aides commerciales .....	44
6.3.9	Autres charges.....	45
6.4	Zoom sur les charges de personnel.....	48
6.4.1	Zoom sur les effectifs .....	48
6.4.2	Zoom sur les Rémunérations brutes.....	49
6.4.3	Zoom sur les charges sociales .....	54
6.4.4	Zoom sur les autres charges de personnel.....	55
6.4.5	Zoom sur ajustement général charges de personnel.....	56
6.5	Impôts et taxes .....	57
6.5.1	Zoom sur taxe foncière.....	57
6.6	Zoom sur les recettes extratarifaires.....	57
6.7	Zoom sur la production immobilisée.....	63
<b>7.</b>	<b>Dissociation comptable .....</b>	<b>66</b>
<b>8.</b>	<b>Annexes .....</b>	<b>68</b>
8.1	Extrait du contrat de concession Bordeaux Métropole mentionnant les redevances et les modalités de leur calcul.....	68
8.2	Mail du CNIEG concernant l'évolution des charges sociales .....	68
8.3	Détail des obligations juridiques du taux de marge .....	68
8.4	Extrait du calcul de la valeur 2016 de la clé de dissociation DIF .....	69
8.5	BP demande tarifaire ATRD5 Régaz Bordeaux .....	69
8.6	Synthèse des ajustements initiaux proposés.....	69
	<i>[confidentiel]</i> .....	69
8.7	Synthèse des ajustements finaux proposés .....	69
	<i>[confidentiel]</i> .....	69

# 1. Synthèse des résultats de l'audit

## 1.1 Période ATRD4

Sur la période ATRD4, le montant moyen annuel des charges réelles hors redevances (excepté RODP) a été inférieur de **-1,7 M€ (-6,0%)** au montant couvert par le tarif (hors redevances excepté RODP et hors achats de pertes réseau).

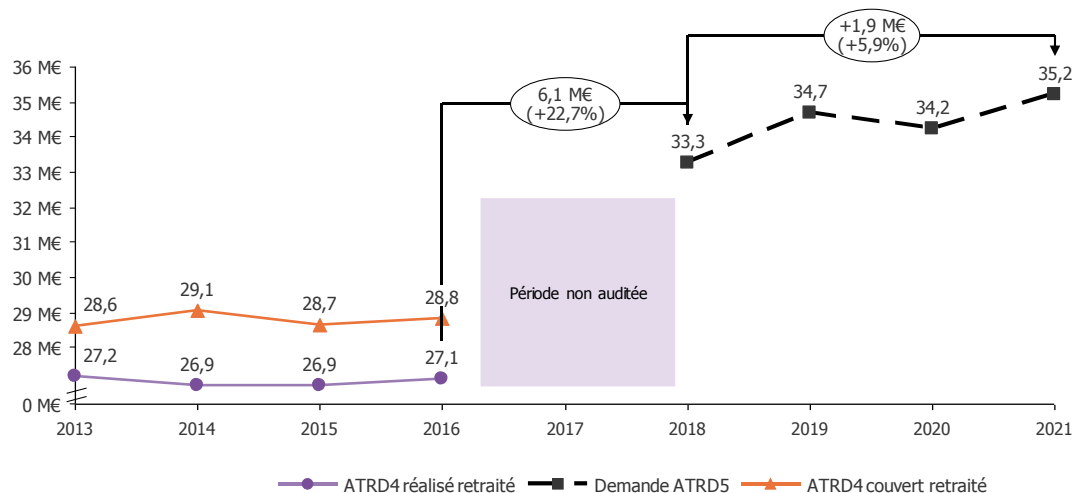
En synthèse cet écart s'explique par :

- Des consommations externes qui sont inférieures à la prévision (-6,2 M€) en raison principalement de :
  - Un montant d'achats stockés, liés à la production immobilisée, matériel et travaux plus faible que prévu (-1,1 M€) ;
  - Prestations de sous-traitance qui passent progressivement directement en capex ce qui n'était pas prévu en ATRD4 (-2 M€) ;
  - Prestations de Services extérieurs, entretien et maintenance et prestations externes qui sont inférieurs à la demande tarifaire (-4,3 M€) ;
  - Des autres charges qui sont en dépassement de +1,3 M€.
- des charges de personnel plus élevées que prévu (+0,9M€, +3,7%), malgré une baisse des effectifs sur la même période (-9 ETP cumulés sur la période). Cela est dû essentiellement à une hausse des avantages en nature qui s'explique par des factures de rattrapage envoyées par les fournisseurs EDF et Engie ainsi que des taxes nouvelles refacturées aux ELD ;
- De recettes extra-tarifaires qui sont plus fortes qu'attendues notamment sur les travaux tiers (-0,4 M€) ;
- Des charges immobilisées plus faibles (+3,4 M€) que prévu en lien avec les charges d'achats et de sous-traitance ;
- Un écart de +0,7 M€ sur divers sous-postes.

## 1.2 Demande ATRD5

L'augmentation des charges à couvrir entre 2016 et 2018 est de **+ 6,1 M€ (+22,7%)** :

**Evolution des charges d'exploitation réelles et la demande tarifaire ATRD5  
2013-2021 (en M€)**



Courbes (en k€)	2013	2014	2015	2016
<b>ATRD4 couvert</b>	<b>28 723</b>	<b>29 199</b>	<b>28 785</b>	<b>28 951</b>
<i>achats pertes réseau</i>	-115	-115	-116	-116
<b>ATRD4 couvert retraité</b>	<b>28 609</b>	<b>29 083</b>	<b>28 669</b>	<b>28 835</b>

Courbes (en k€)	2013	2014	2015	2016
ATRD4 réalisé	27 190	26 917	26 940	27 121
<b>ATRD4 réalisé retraité</b>	<b>27 190</b>	<b>26 917</b>	<b>26 940</b>	<b>27 121</b>

**La hausse des charges à couvrir de +6,1 M€ (+22,7%) entre 2016 et 2018 s'explique par :**

- Les projets lancés par Régaz-Bordeaux à partir de 2018 qui impactent la hausse observée entre 2016 et 2018 de +2,3 M€ :
  - La Loi NOTRe et la loi LTECV (+0,3 M€) ;
  - La mise en place de nouvelles normes ISO (+0,1 M€) ;
  - La modification de l'organisation juridique (+0,8 M€) en créant une structure séparée de la maison-mère qui portera l'activité de GRD gaz ;
  - La gestion des consommations sans fournisseurs (+0,1 M€) ;
  - Le projet de traçabilité des soudures (+0,1 M€) ;
  - La mise en conformité du réseau primaire (+0,6 M€) ;
  - La gestion des impayés acheminement (+0,2 M€) ;

Cette hausse de +2,3 M€ se décompose en +0,8 M€ de charges de personnel et +1,5 M€ en consommations externes.

- Les redevances hors RODP qui progressent de +0,7 M€ avec l'intégration de nouvelles redevances dans le cadre des renouvellements de contrats ;
- La hausse des loyers et des charges d'entretien immobilier pour 0,6 M€ ;
- Les charges de personnel (hors projets lancés) qui progressent de +1,4 M€ (+5,8%) ;
- Les recettes extra-tarifaires (qui incluent aussi des charges facturées par des entités tierces) qui baissent de +1,1 M€ (+15%) en neutralisant les variations des sous-postes de facturation des prestations informatiques à Gaz de Bordeaux (les recettes sont neutralisées par des charges équivalentes en consommations externes) et de la facturation des tiers pour le raccordement des consommateurs (neutralisée par une écriture de production immobilisée). Cette baisse de +1,1 M€ s'explique notamment par la charge créée par la facturation des prestations de fonctions support effectuées par la future maison-mère de Régaz-Bordeaux (+0,5 M€) ;

**En regard de la demande tarifaire de Régaz-Bordeaux, PMP propose -4,1 M€ d'ajustements moyens annuels qui portent notamment sur :**

- Les corrections de périmètres afin de respecter les décisions précédentes de la CRE concernant l'exclusion de la demande tarifaire :
  - de toutes les redevances exceptées celles d'occupation du domaine public ;
  - des aides commerciales ;
  - des dépenses de communication externe (développement) ;
  - des charges d'entretien et de branchements transférés chez TIGF ou GRT Gaz.

Ces retraitements concernent aussi les achats de pertes réseau afin de mettre en cohérence les données réelles et celles des demandes tarifaires ;

Cela concerne enfin la prise en compte pour toutes les ELD d'un taux uniforme (0,9% du revenu autorisé annuel) nécessaire au calcul des impayés acheminements ;

➔ L'ensemble de ces points représente un impact de -1,2 M€/an sur la période 2018-2021.

- Les modifications à apporter aux hypothèses prises par Régaz-Bordeaux sur :
  - Les projets envisagés sur la période 2018-2021. Des 7 projets intégrés dans la demande tarifaire, nous proposons les ajustements suivants (-0,5M€) :
    - Loi NOTRe et LTECV : la moitié des demandes de recrutements est exclue pour s'aligner sur les standards d'un opérateur efficace définis au terme de l'analyse de l'ensemble des demandes des 9 ELD. Cela représente un impact moyen de -129 k€/an sur la période ATRD5 ;
    - Mise en place de nouvelles normes ISO (40 001 et 50 001) : nous proposons de ne pas retenir ces projets dans le périmètre à couvrir par l'ATRD5 faute de gains démontrés de telles certifications. Cela a un impact moyen annuel de -49,3 k€/an ;
    - Modification de l'organisation juridique : *[confidentiel]* ;
    - La charge supplémentaire de gestion des consommations sans fournisseurs n'est pas retenue car elle semble surdimensionnée au regard des volumes à traiter. Cela représente un impact moyen annuel de -74,4 k€/an ;

- Les charges liées au projet de traçabilité des soudures ne sont pas retenues dans l'hypothèse où la sécurité du réseau était déjà correctement assurée sans ce projet et sans démonstration avérée de sa plus-value. Cela représente un impact moyen annuel de -98,7k€/an ;
- La part des charges de mise en conformité du réseau primaire qui concernent le recalibrage des postes de livraison TIGF (postes Gradignan et Bègles) sont retenues dans la demande et chiffrées à 716 k€ en 2018 et 400 k€ en 2019 ainsi que la création d'un troisième poste valorisé, faute de devis, à la moyenne des deux autres postes (550 k€). D'autre part la prestation externe envisagée pour assurer le suivi de l'évolution de l'environnement avec les collectivités pourrait être réalisée en synergie avec d'autres activités au sein de Régaz-Bordeaux. Cela a un impact moyen annuel de -21 k€/an ;
- *[confidentiel]* ;
- Les charges immobilières (fluides, entretien et taxes) sont revues à la baisse en les adaptant au nouveau site qui sera le siège de Régaz-Bordeaux. L'impact est de -256,4 k€/an ;
- Les charges de personnel (hors projets) avec plusieurs types d'impacts (total : -1,2 M€/an) :
  - Une correction des effectifs dans la continuité de ce qui a été observé sur la période ATRD4 (-9 ETP entre 2013 et 2016) avec une poursuite de la tendance sur la période 2017-2021 de -8 ETP (hors ETP liés aux projets) qui entraîne un impact *[confidentiel]* ;
  - Une correction sur l'évolution des avantages en nature en les stabilisant sur la période 2017-2021 car ils ne suivent pas l'évolution des rémunérations (hypothèse prise initialement par Régaz-Bordeaux). Cela a un impact de -149,3 k€/an ;
  - Des corrections techniques sur les hypothèses d'évolution (SNB, GVT négatif) des rémunérations qui représentent un impact de -94 k€/an ;
  - Les corrections ci-dessus passées sur les charges de personnel entraînent un impact de -315,2 k€/an sur les charges sociales et -59,3 k€/an sur les autres charges de personnel ;
  - Un ajustement général sur les charges de personnel de -271,3 k€/an en raison de la baisse prévisionnelle des charges de personnel immobilisées qui n'est pas cohérente avec la logique d'un opérateur efficace où les charges doivent être adaptées au volume d'activités de travaux ;
- Les recettes extra-tarifaires qui intègrent notamment les recettes et les charges intra-groupe. La projection de ces éléments intra-groupe nécessite un ajustement car elle ne se fait pas de manière cohérente avec l'évolution des charges restantes de Régaz-Bordeaux. En effet, ces dernières sont construites sans modification de l'organisation (pas de transfert de personnel) alors que les éléments intra-groupe intègrent la facturation de charges de fonctions support (à hauteur de -450k€/an) par la maison-mère et l'arrêt des prestations facturées actuellement au fournisseur Gaz de Bordeaux. Ces modifications de périmètre doivent être retirées de la demande tarifaire pour conserver l'hypothèse de demande faite à iso-organisation. Cela a un impact moyen annuel de -513 k€/an ;
- Les charges de personnel immobilisées et les charges de développements informatiques refacturées à Gaz de Bordeaux retenues dans la demande tarifaire doivent évoluer de la

même manière que les charges de personnel et non selon l'IPC. Par ailleurs le mode de construction des charges de personnel immobilisées est effectué avec un pourcentage constant revu par Régaz-Bordeaux à 23,84% (moyenne des taux constatés sur la période 2013-2016) et non 23,55% (moyenne des taux des années 2015 et 2016). Cela représente un impact de -167 k€/an ;

- Diverses corrections techniques sur les calculs de projection des charges pour -0,2 M€

Poste de la demande tarifaire	Moyenne annuelle 2018-2021 (en k€)	Evolution 2016 inflaté - 2018 (en k€)	Evolution 2016 inflaté - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement (en k€/an)	Référence
<b>Fournitures non stockables</b>	518	+2,8	0,6%	Les charges de fluides immobiliers ont été gardées constantes sur la période 2018-2021 sans tenir compte du changement de site	<b>-87 k€/an</b> : révision à la baisse des coûts des fluides du nouveau siège en prenant la référence du site de Ravezies	6.3.1
<b>Achat de pertes réseau</b>	161	+157,1		Cette charge est comptabilisée en réel en soustraction du CA acheminement	<b>-161 k€/an</b> : retraitement de périmètre pour être cohérent avec l'absence de cette charge sur la période réelle 2013-2016	6.3.1
<b>Achats stockés</b>	3 012	-3,2	-0,1%	N/A	N/A	
<b>Achats de matériel, équipement et travaux</b>	0	0,0		N/A	N/A	
<b>Achats matières et fournitures non stockées</b>	403	-13,9	-3,4%	N/A	N/A	
<b>Loyers, crédit-bail et charges locatives</b>	2 616	+29,6	1,2%	La projection des sous-postes « véhicules » et « locations diverses » se fait avec la moyenne 2013-2017 et l'IPC intégrant des éléments exceptionnels	<b>-137K€/an</b> : calcul de la projection en prenant la moyenne 2013-2016	6.3.4
<b>Redevances</b>	2 412	-1 238,6	-34,4%	Une grande majorité des contrats a été renouvelée en 2016 ce qui a donné lieu à des modifications de calcul des redevances	<b>-764 k€/an</b> : L'ensemble des redevances, excepté la redevance d'occupations des sols est exclu de la demande tarifaire en cohérence avec les décisions précédentes de la CRE. L'impact représente ici le complément à l'écriture de neutralisation déjà passée par Régaz-Bordeaux dans sa demande.	0
<b>Services extérieurs entretien et maintenance</b>	6 191	+1 192,2	24,0%	Les composantes de prestations externes des projets de traçabilité des soudures, et de mise en conformité du réseau primaire ne sont pas justifiées	<b>-18,8k€/an</b> : projet de traçabilité des soudures <b>-20,9 k€/an</b> : mise en conformité du réseau primaire <b>-31,4k€/an</b> : [confidentiel]	6.2.5/ 6.2.6/ 0/ 6.3.5
				La construction d'un nouveau poste de livraison à Bègles n'est pas retenue faute de devis reçu	<b>-87 k€/an</b>	6.2.6
				Les charges d'entretien immobilier ont été gardées constantes sur la période 2018-2021 sans tenir compte du changement de site	<b>-160 k€/an</b> : révision à la baisse en prenant la référence du site de Ravezies	6.3.5
				Les charges d'entretien et maintenance des postes de livraison ont été intégrées dans la demande tarifaire sans tenir compte de la décision de la CRE de janvier 2017	<b>-169,5 k€/an</b> : retraitement proposé pour être en cohérence avec les montants couverts ATRD4	6.3.5



<b>Sous-traitance liée à la prodim</b>	0	-3 229,0	-100,0%	Le montant de ce poste est nul à partir de 2017 toute la sous-traitance est traitée directement en investissements		
<b>Assurances</b>	300	-30,4	-9,4%	N/A	N/A	
<b>Prestations externes</b>	115	-2,3	-2,0%			
<b>Dépenses de Communication</b>	168	+147,9	126,1%	En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, les dépenses de communication externes (développement) sont exclues du périmètre de la demande tarifaire.	<b>-108,9 k€/an</b> Les dépenses de communication liées au changement de marque ont été conservées dans la demande tarifaire	00
<b>Aides commerciales</b>	288	-37,1	-11,1%	En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, les dépenses d'aides commerciales sont exclues du périmètre de la demande tarifaire.	<b>-288 k€/an</b>	6.3.8
<b>Cessions internes reçues</b>	0	0	0		N/A	
<b>Autres charges</b>	1 825	+2,8	0,6%	Les honoraires du projet de modification juridique sont entièrement portés par Régaz-Bordeaux.	<b>-16,8 k€/an : [confidentiel]</b>	6.2.3
				Le projet Normes ISO n'est pas retenu dans la demande faute de gains démontrés de telles certifications	<b>-49,3 k€/an</b>	0
				Les charges de l'Audit ATRD6 ont été surévaluées par rapport à la quote-part portée par Régaz-Bordeaux ainsi que les prestations de conseil attendues	<b>-4,9 k€/an</b>	6.2.9
				Les impayés acheminement sont intégrés dans ce poste (selon 0,4% du CA acheminement)	En prenant une base de calcul des créances irrécouvrables à 0,9% du CA autorisé prévisionnel l'impact est de <b>+295,5 k€/an</b>	6.2.8
				La méthode de projection du sous-poste « autres charges » se fait par erreur sur la moyenne glissante des 4 dernières années	<b>-36,2 k€/an</b> : en utilisant la méthode de projection fondée sur la moyenne 2013-2016	0
<b>Total consommations externes</b>	16 529	-4 059,9	-19,6%			
<b>Rémunérations brutes</b>	16 792	+687,1	4,4 %	<p>[confidentiel]</p> <p>[confidentiel]</p> <p>[confidentiel]</p> <p>Le calcul du GVT négatif est erroné (mauvaise base de rémunération prise en compte)</p> <p>Regaz demande 9 ETP liés à ses projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>[confidentiel]</li> </ul>	<p><b>Pour les effectifs hors Projets :</b></p> <p><b>[confidentiel]</b> -8 ETP dans la continuité de la décroissance observée entre 2013 et 2016.</p> <p><b>[confidentiel]</b></p> <p>pour la correction de la valeur du SNB 2017 [confidentiel]</p> <p>pour la correction du calcul du GVT négatif sur la période 2018-2021</p> <p><b>Pour les effectifs Projets :</b></p> <p>: sont retenus dans la demande la moitié des 3 ETP de la loi NOTRe et les 4 ETP de fonctions support demandés pour la modification juridique.</p>	6.4.1 0

<b>Charges sociales</b>	9 350	+758,1	9,3%	Les corrections ci-dessus impactent les charges sociales (sans modification des taux)	<b>-315,2 k€/an</b> d'impact sur les charges sociales liés aux modifications apportées aux montants de rémunérations (hors effectifs projets)  <b>-101,3 k€/an</b> d'impact sur les charges sociales liés aux modifications apportées aux montants de rémunérations (effectifs projets)	0
<b>CCAS 1%</b>	665	-23,7	-3,4%	Impact à partir de 2018 des projets	<b>-59,3 k€/an</b> d'impact sur les autres charges de personnel de la baisse des effectifs et du calcul des rémunérations  <b>-8,2 k€/an</b> : impact sur les autres charges sociales de l'exclusion de la demande tarifaire des 7,5 ETP sur les projets	6.4.4
<b>Autres charges sociales</b>	2 319	+263,0	13,0%			
<b>Ajustement général charges de personnel</b>				Le taux de charges de personnel immobilisée baisse de 1,9 pts entre 2016 et 2021. Cela traduit une sous-activité des équipes dédiées aux travaux.	<b>-271 k€/an</b> : ajustement à la baisse sur les charges de personnel correspondant à l'écart entre les montants de charges de personnel immobilisées de la demande tarifaire et ceux calculés en conservant le taux d'immobilisation de l'année 2016 (14,1%) sur la période 2018-2021	6.4.5
<b>Total charges de personnel</b>	28 664	+1 672,6	6,4%			0
<b>Taxe foncière</b>	119	-36,2	-23,8%	Les taxes foncières ont été évaluées sur la période 2018-2021 sans tenir compte du changement de site	<b>-9,3 k€/an</b> : révision à la baisse en prenant la référence du site de Ravezies	6.5.1
<b>Taxe professionnelle</b>	1 102	+22,0	2,1%	N/A	N/A	
<b>Taxes assises sur les salaires</b>	0	0,0		N/A	N/A	
<b>Versement transport</b>	0	0,0		N/A	N/A	
<b>Autres impôts et taxes</b>	147	+29,2	25,4%	N/A	N/A	
<b>Total impôts et taxes</b>	1 368	15,0	1,1%			
<b>Total recettes extratarifaires (autres prestations)</b>	6 710	-2 176,6	-24,8%	Les recettes extra-tarifaires portent notamment les recettes et les charges (en réduction) intra-groupe. Celles-ci n'évoluent pas de manière cohérente avec l'hypothèse d'une demande tarifaire établie à iso-organisation (pas de transfert de personnel pris en compte). Elles intègrent la mise en place d'une convention de service facturée par la future maison-mère à Régaz-Bordeaux pour la mise à disposition de fonctions support  De plus le calcul des projections de certaines recettes intra-groupe est effectué de manière erronée ou non justifié.	<b>-7,2 k€/an</b> : impact du calcul des refacturations de développements informatiques à Gaz de Bordeaux selon les taux d'évolution des charges de personnel et non l'IPC  <b>-66,2 k€/an</b> : impact de la projection de la refacturation des fonctions support SI selon la moyenne 2013-2016 <b>-63 k€/an</b> : conservation de la marge issue du contrat de mise à disposition de personnel à Gaz de Bordeaux (hypothèse d'iso-organisation).  <b>-450 k€/an</b> : en suivant l'hypothèse de construction de la demande tarifaire à iso-organisation, annulation des coûts de la convention de mise à disposition de fonctions support par la maison mère à Régaz-Bordeaux	6.6

<b>Total Production immobilisée</b>	5 496	-2 225,5	-28,2%	Régaz-Bordeaux a proposé de revoir le calcul des montants de charges de personnel immobilisé selon la moyenne 2013-2016 des investissements réseaux et informatiques et en les faisant évoluer selon les taux des charges des personnel et non l'IPC	<b>-167,3 k€/an</b> : impact du calcul des charges de personnel immobilisées selon les propositions de Régaz-Bordeaux	6.7
<b>Total charges à couvrir</b>	<b>34 354</b>	<b>5 509,7</b>	<b>19,8%</b>			

### 1.3 Trajectoire proposée par PMP

Au sein des corrections proposées dans le tableau de synthèse ci-dessus, nous distinguons :

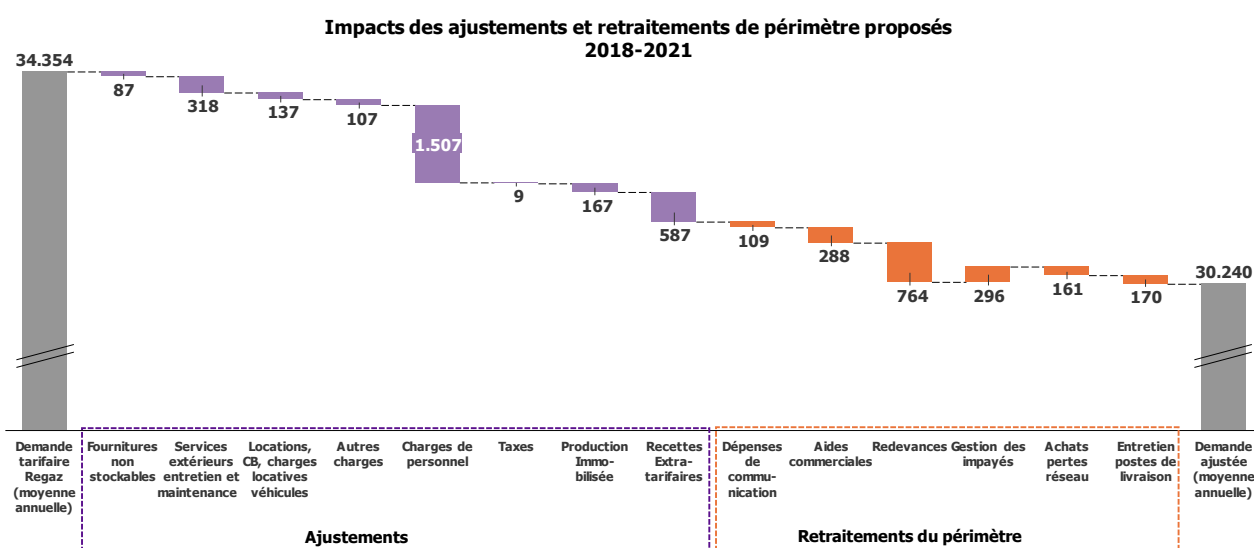
- Les retraitements de périmètres qui concernent les corrections relatives aux décisions de la CRE (dépenses de communication externe, aides commerciales, frais de recherche, redevances, gestion des impayés) ;
- Les ajustements qui ne sont pas établis à partir de décisions de la CRE.

	2018	2019	2020	2021	Moyenne 2018-2021
Total de la demande	<b>33 268</b>	<b>34 693</b>	<b>34 238</b>	<b>35 218</b>	<b>34 354</b>
Retraitements de périmètre	-1 158	-1 200	-1 190	-1 232	-1 195
Ajustements	-2 027	-3 019	-3 204	-3 428	-2 919
Demande ajustée	<b>30 083</b>	<b>30 474</b>	<b>29 844</b>	<b>30 557</b>	<b>30 240</b>

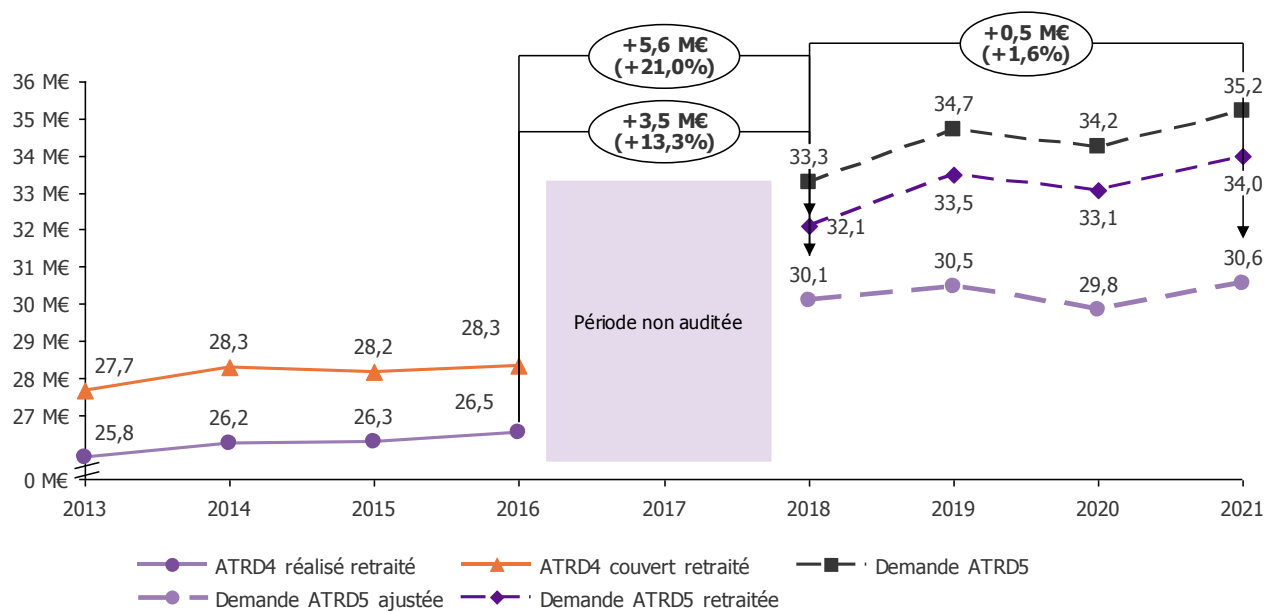
Le montant des charges à couvrir après ajustements serait donc en moyenne de 30,2 M€ sur la période ATRD5.

Le détail des différentes corrections (retraitements de périmètre et ajustements) se trouve en annexes (8.7).

L'impact pour chaque poste de la demande tarifaire donne :



## Evolution des charges d'exploitation réelles et de la demande tarifaire ATRD5 2013-2021 (en M€)



Courbes	2013	2014	2015	2016
<b>ATR4 couvert</b>	<b>28 723</b>	<b>29 199</b>	<b>28 785</b>	<b>28 951</b>
Achats de perte réseau	-115	-115	-116	-116
Dépenses de communication	-151	-152	-153	-153
Aides commerciales	-785	-636	-361	-361
<b>ATR4 couvert retraité</b>	<b>27 673</b>	<b>28 295</b>	<b>28 155</b>	<b>28 321</b>

Courbes	2018	2019	2020	2021
<b>Demande ATRD5</b>	<b>33 268</b>	<b>34 693</b>	<b>34 238</b>	<b>35 218</b>
Aides commerciales	-297	-291	-284	-279
Achat pertes réseau	-157	-159	-162	-165
Impayés acheminement	300	299	290	294
Dépenses de communication	[confidentiel]			
Redevances hors RODP				
Entretien des postes de livraison	-166	-168	-171	-174
<b>Demande ATRD5 retraitée</b>	<b>32 110</b>	<b>33 493</b>	<b>33 048</b>	<b>33 985</b>

Courbes	2013	2014	2015	2016
<b>ATR4 réalisé</b>	<b>27 267</b>	<b>26 917</b>	<b>26 940</b>	<b>27 121</b>
Aides commerciales	-1 101	-428	-428	-326
Dépenses de communication	-86	-84	-91	-93
Entretien des postes de livraison	-163	-165	-161	-160
<b>ATR4 réalisé retraité</b>	<b>25 840</b>	<b>26 240</b>	<b>26 260</b>	<b>26 541</b>

Courbes	2018	2019	2020	2021
<b>Demande ATRD5</b>	<b>33 268</b>	<b>34 693</b>	<b>34 238</b>	<b>35 218</b>
Retraitements	-1 158	-1 200	-1 190	-1 232
Ajustements	-2 027	-3 019	-3 204	-3 428
<b>Demande ATRD5 ajustée</b>	<b>30 083</b>	<b>30 474</b>	<b>29 844</b>	<b>30 557</b>

En tenant compte des ajustements la trajectoire de charges à couvrir augmente de **+3,5 M€** (+13,3%) entre 2016 et 2018. Cette hausse est portée notamment par :

- Les charges des projets qui sont conservées (+1,7 M€ en 2018) :
  - Loi NOTRe et LTECV (+0,2 M€) : 1,5 ETP sont conservés et les charges de prestations d'accompagnement (études, assistance à la mise en place d'outils, évolution et maintenance informatique) demandées ;
  - Modification juridique : 0,8 M€ de coûts de séparation (honoraires, communication, embauche de 4 ETP pour pourvoir notamment aux besoins de fonctions supports) ;
  - La part des charges de mise en conformité du réseau primaire qui concernent le recalibrage du poste de livraison TIGF (poste de Gradignan) est retenue dans la demande et chiffrée à 0,7 M€ en 2018.
- Les charges de personnel qui augmentent (hors projets conservés) de 0,9 M€ en raison de :
  - Une hausse de la demande tarifaire de +1,4 M€ entre 2016 et 2018 ;
  - Une correction de -0,5 M€ (dont une baisse des effectifs de 4 ETP sur 2017-2018) ;
- 0,3 M€ d'impayés acheminement en cohérence avec la méthode de calcul suivie pour GRDF ;
- 0,2 M€ de hausse de loyers en raison du projet de construction du nouveau siège financé sous forme de crédit bail ;
- 0,2 M€ de hausse de charges d'entretien immobilières en raison de charges réduites en 2016 en vue de la destruction à venir de certains bâtiments du site de Bacalan dans le cadre du projet du nouveau siège.

## 2. Contexte et objectif de l'audit

### 2.1 Contexte

L'article L.452-2 du code de l'énergie prévoit que la CRE fixe les méthodologies utilisées pour établir les tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel. Ces tarifs, fixés pour une durée d'environ quatre ans, sont des éléments essentiels au bon fonctionnement du marché gazier et représentent plus du quart du prix du gaz naturel facturé aux consommateurs finals (pour des consommateurs résidentiels).

Environ 11 millions de consommateurs sont raccordés aux réseaux de distribution de gaz naturel, qui comptent 26 GRD, de tailles très inégales. GRDF représente 96 % de la distribution du gaz naturel en France, les 25 autres GRD se partageant les 4 % restants. Parmi ces 25 GRD, les neuf plus importants ont chacun un tarif péréqué ATRD spécifique.

Les tarifs actuels d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel (dits « tarifs ATRD4 ») des ELD sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2013, en application de la décision de la CRE du 25 avril 2013 et le 1<sup>er</sup> juillet 2014 pour Sorégies en application de la décision de la CRE du 22 mai 2014.

La CRE travaille actuellement à l'élaboration des prochains tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel (dits « tarifs ATRD5 ») de ces neuf ELD avec l'objectif d'une entrée en vigueur en 2018 :

- Régaz-Bordeaux ;
- Réseau GDS ;
- GEG ;
- Vialis ;
- Gedia ;
- Caléo ;
- Gaz de Barr ;
- Veolia Eau ;
- Sorégies.

Les tarifs seront établis sur la base des charges prévisionnelles des opérateurs pour la prochaine période tarifaire, en distinguant pour chaque ELD :

- Les charges d'exploitation ;
- Et les charges de capital.

Il est donc essentiel pour la CRE de connaître la structure de coûts de ces ELD pour être en mesure de porter un jugement sur le niveau et l'efficacité de ces coûts. Le niveau de charges retenu doit répondre au principe établi par l'article L.452-1 du code de l'énergie qui précise que « les tarifs [...] sont calculés de manière transparente et non discriminatoire, afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par les gestionnaires de ces réseaux dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace ».

Dans ce contexte, la CRE a décidé de confier au cabinet PMP l'audit des charges d'exploitation des 9 ELD citées ci-avant. Le présent rapport porte sur l'audit de la société Régaz-Bordeaux.

## 2.2 Objectifs de l'audit

Dans ce contexte, l'audit a pour objectif de permettre à la CRE de disposer d'une compréhension complète des charges et produits d'exploitation actuels de ces neuf ELD constatés au cours des exercices comptables 2013 à 2015, et 2016 si disponible, et des charges et produits d'exploitation prévisionnels (période 2016-2021) présentés par ces opérateurs pour la période tarifaire à venir.

Pour ce faire, cet audit se base d'une part sur une analyse détaillée des charges nettes d'exploitation des ELD réalisées pour la période 2013-2015 (2016 si disponible), des charges nettes d'exploitation prévisionnelles pour la période 2016-2021 communiquées lors de la demande tarifaire initiale des ELD en décembre 2016, d'autre part sur des éléments de benchmark entre ELD et avec GRDF.

L'audit a donc pour objectifs de fournir à la CRE :

- Une description précise de la nature des charges et produits d'exploitation supportés par chaque ELD sur la période 2013-2021 et des hypothèses sous-jacentes à leur évolution ;
- Une appréciation sur les évolutions proposées par chaque ELD sur les exercices 2018-2021 dans le cadre des travaux tarifaires, en s'appuyant notamment sur l'analyse du niveau des charges constatées sur les exercices 2013, 2014, 2015 et 2016 si disponible ;
- Si la demande de l'ELD ne repose pas sur un niveau de coût correspondant à ceux d'un opérateur de réseau efficace, une proposition d'ajustement de cette demande.

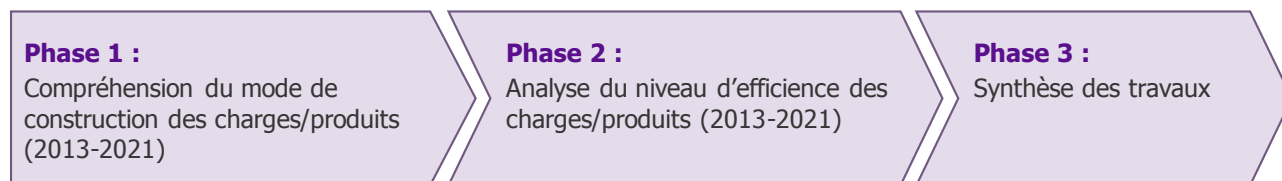
**Pour des raisons de secret commercial et industriel, certaines parties de ce rapport ont été rendues confidentielles.**

### Convention de présentation des données dans ce rapport :

- Signes des charges tarifaires : (+) ;
- Signe des produits tarifaires : (-) ;
- Ecart = Réalisé – BP ATRD4 ;
- Les années pour lesquelles les charges réelles sont disponibles sont indiquées par la lettre R ;
- Les années pour lesquelles les charges sont prévisionnelles sont indiquées par la lettre P.

### 3. Déroulement de l'audit

**L'audit a été organisé en 3 phases :**



**Au cours de la phase 1, nous avons visé, pour chaque ELD à :**

- Nous assurer du rapprochement entre les données comptables certifiées et les données réelles présentées dans les demandes tarifaires ;
- Expliciter les principales variations de charges sur la période ATRD4 ;
- Expliciter les principaux écarts entre les charges réelles et avec la prévision ATRD4 ;
- Comprendre les modes de construction des charges réelles et prévisionnelles en détaillant notamment l'ensemble des hypothèses rentrant dans le calcul de la projection de la future période tarifaire 2018-2021 ;
- Analyser les projets globaux ayant un impact sur plusieurs postes de la demande tarifaire ;
- Effectuer des premières analyses de comparaison entre ELD.

**Au cours de la phase 2, nous avons poursuivi les analyses d'écarts menées lors de la phase 1 et cherché à approfondir les travaux en comparant les données entre ELD et en utilisant au besoin des benchmarks issus de notre propre expérience.**

**La phase 3 a cherché à synthétiser les travaux d'audit en :**

- Rassemblant des informations recueillies au cours des phases précédentes ;
- Appréciant le niveau des charges prévisionnelles 2018-2021 au travers des méthodes et hypothèses utilisées pour les établir ;
- Recommandant à la CRE, après un temps d'échange avec les ELD, le niveau efficient des charges d'exploitation de chaque ELD.

L'ensemble de ces travaux ont été conduit en collaboration avec les ELD et ont notamment donné lieu à des échanges écrits et à des entretiens téléphoniques.



## 4. Présentation de l'activité de l'ELD

Régaz-Bordeaux possède un réseau dédié à la distribution et à la fourniture de gaz naturel ainsi que des services associés. Régaz-Bordeaux a le statut de SAEML et est historiquement le gestionnaire de réseau de distribution de gaz de Bordeaux.

### Chiffres clés 2016 :

- CA GRD Gaz : 71,3 M€ ;
- ETP GRD Gaz : 318 ;
- Nombre de PDL en zone péréquée : 215 537 ;
- Consommation brute corrigée du climat : 4 235 GWh.

Bordeaux Métropole est l'actionnaire majoritaire de Régaz-Bordeaux, à hauteur de 51,3%. Aujourd'hui, Régaz-Bordeaux exploite et développe le réseau de gaz naturel dans 46 communes girondines avec 15 contrats de concession.

En 2018, Régaz-Bordeaux transférera l'activité de son GRD à une filiale dédiée de distribution de gaz. Des contrats de prestations de service seront passés avec la maison-mère pour les fonctions support qui resteront logés.

Le nombre de consommateurs pour l'activité gaz a augmenté au global de 3% entre 2013 et 2016. Régaz-Bordeaux prévoit par ailleurs une augmentation de 1,2% entre 2016 et 2021.

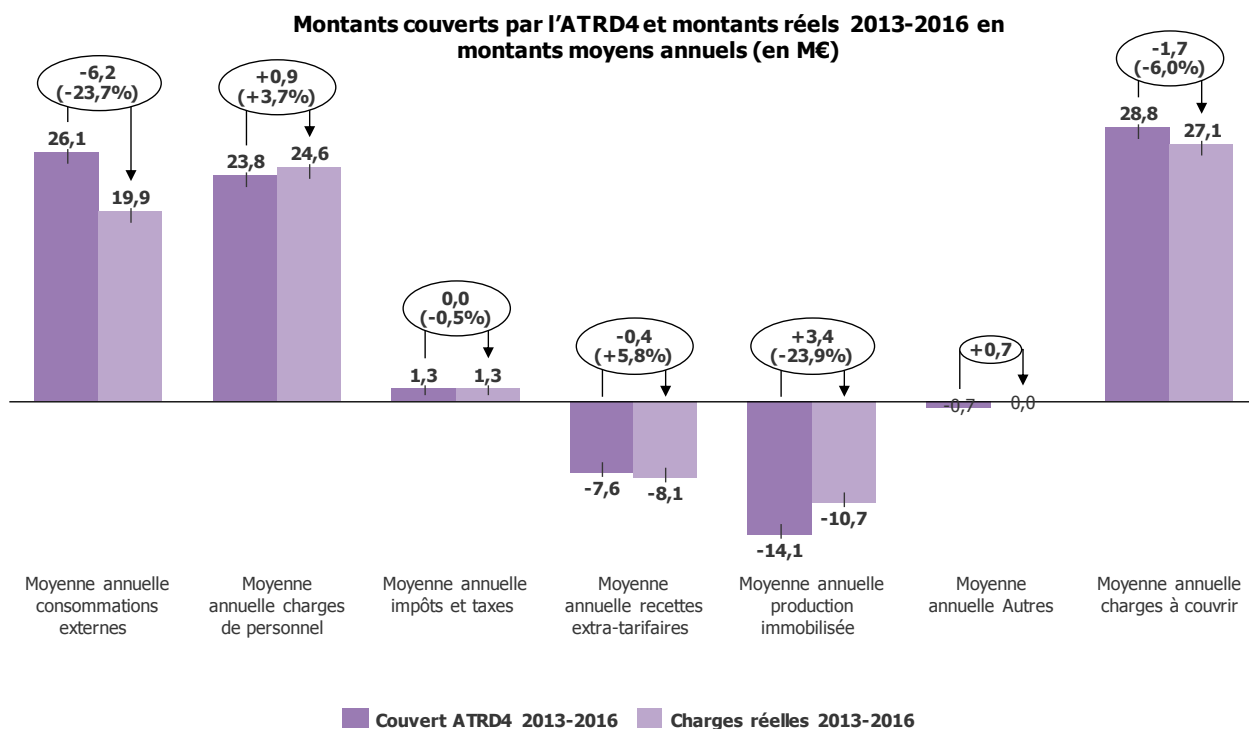
Nombre moyen annuel de PDL	2013	2014	2015	2016	2017 (p)	2018 (p)	2019 (p)	2020 (p)	2021 (p)
T1	51 383	54 176	57 791	61 645	64 555	67 300	70 000	72 000	74 000
T2	156 686	155 727	154 164	152 965	150 839	148 900	147 000	145 200	143 400
T3	1 144	1 090	967	897	830	790	750	710	670
T4	confidentiel								
TP									
<b>Total</b>	<b>209 246</b>	<b>211 023</b>	<b>212 953</b>	<b>215 537</b>	<b>216 254</b>	<b>217 019</b>	<b>217 779</b>	<b>217 938</b>	<b>218 098</b>

La consommation corrigée du climat a augmenté de -1,2% entre 2013 et 2016 et Régaz-Bordeaux prévoit qu'elle diminuera de 5,5% entre 2016 et 2021.

Consommations corrigées du climat (MWh)	2013	2014	2015	2016	2017 (p)	2018 (p)	2019 (p)	2020 (p)	2021 (p)
T1	103 403	136 909	163 343	189 995	170 955	176 240	180 257	184 207	188 087
T2	2 580 032	2 550 220	2 571 555	2 542 762	2 482 299	2 448 688	2 415 145	2 381 670	2 348 264
T3	921 160	941 199	876 016	842 832	870 692	861 007	851 322	841 637	831 953
T4	confidentiel								
TP									
<b>Total</b>	<b>4 287 981</b>	<b>4 348 241</b>	<b>4 291 466</b>	<b>4 235 352</b>	<b>4 189 245</b>	<b>4 143 834</b>	<b>4 097 224</b>	<b>4 050 613</b>	<b>4 004 003</b>

## 5. Analyse des charges/produits d'exploitation réels sur la période 2013-2016

Sur la période ATRD4, le montant moyen annuel des charges réelles a été inférieur de **-1,7 M€ (-6,0%)** au montant couvert par le tarif (hors achats de pertes réseau).



histogramme	Postes retirés des histogrammes
Couvert ATRD4	Achats pertes réseau
Réel	aucun

En synthèse cet écart s'explique par :

- Des consommations externes qui sont inférieures au couvert ATRD4 (-6,2 M€) en raison principalement de :
  - Un montant d'achats stockés, liés à la production immobilisée, matériel et travaux plus faible que le couvert ATRD4 (-1,1 M€) ;
  - Prestations de sous-traitance qui passent progressivement directement en capex ce qui n'était pas prévu au couvert ATRD4 (-2 M€) ;
  - Prestations de Services extérieurs, entretien et maintenance et prestations externes qui sont inférieurs au couvert ATRD4 (-4,3 M€) ;
  - Des autres charges qui sont en dépassement de +1,3 M€.
- Des charges de personnel plus élevées que prévu, malgré une baisse des effectifs sur la même période. Régaz-Bordeaux a expliqué que cette évolution était notamment due à un rattrapage des charges d'avantages en nature accordées aux agents ;

- De recettes extra-tarifaires qui sont plus fortes qu'attendues notamment sur les travaux tiers (-0,5 M€) ;
- Des charges immobilisées plus faibles (+3,4 M€) que prévu en lien avec les charges d'achats et de sous-traitance ;
- Un écart de +0,7 M€ sur divers sous-postes.

## 5.1 Hypothèses d'indexation

Le tableau ci-dessous précise les hypothèses d'indexation retenues dans la demande tarifaire ATRD4 et les données réelles IPC à mettre en regard :

	2012 R	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R
<b>Inflation pour calcul ATRD4</b>		1,9%	1,9%	1,9%	1,9%
<b>Inflation réelle (source INSEE)</b>	1,87%	0,74%	0,41%	0,03%	0,19%
<i>cumul IPC hypothèse ATRD4</i>		<i>1,0190</i>	<i>1,0384</i>	<i>1,0581</i>	<i>1,0782</i>
<i>cumul IPC réel</i>		<i>1,0074</i>	<i>1,0115</i>	<i>1,0118</i>	<i>1,0138</i>

## 5.2 Consommations externes

Sur la partie consommations externes, les charges réelles moyennes annuelles sur la période 2013-2016 sont inférieures de 5,4 M€ au couvert ATRD4 soit un écart de -19%.

Les principaux écarts sont les suivants :

	2013 R			2014 R			2015 R			2016 R			
	Couvert avec inflation réelle	Réalisé	Ecart	Couvert avec inflation réelle	Réalisé	Ecart	Couvert avec inflation réelle	Réalisé	Ecart	Couvert avec inflation réelle	Réalisé	Ecart	Ecart moyen 2013-2016
Fournitures non stockables	539	425	-113	543	497	-45	545	496	-49	545	493	-52	-64,8
Achats pertes réseau	115	0	-115	115	0	-115	116	0	-116	116	0	-116	-115,5
Achats stockés	2379	3295	916	2396	2847	451	2406	2797	391	2406	2881	475	558,3
Achats liés à la prodim	1834	0	-1834	1618	0	-1618	1656	0	-1656	1641	0	-1641	-1687,3
Achats de matériel, équipement et travaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
Achats matières et fournitures non stockées	177	1035	858	178	334	156	179	447	268	179	398	219	375,3
Loyers, crédit-bail et charges locatives	3026	2914	-112	3049	3009	-40	3061	2723	-338	3062	2471	-591	-270,3
Redevances	2182	2401	218	2199	2857	658	2208	3795	1588	2208	3514	1306	942,5
dont occupation des sols	121	99	-22	122	104	-18	122	124	1	122	114	-8	-11,8
dont redevance de desserte	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
dont redevances de droit de contrôle	67	72	5	68	71	3	68	70	2	68	68	0	2,5
dont autres redevances	1994	0	-1994	2009	2081	72	2017	1544	-473	2018	3332	1314	-270,3
Services extérieurs entretien et maintenance	1579	7843	6263	1591	4877	3285	1598	5340	3742	1598	4847	3249	4134,8
dont informatique	0	2275	2275	0	1215	1215	0	1213	1213	0	0	0	1175,8
dont sécurité des installations intérieures	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
Sous-traitance liée à la prod immob	6853	8463	1610	6903	4323	-2580	6932	3344	-3587	6934	3155	-3779	-2084,0
Assurances	316	307	-8	318	262	-56	320	282	-37	320	317	-3	-26,0
Frais de recherche	30	127	96	30	34	4	31	38	7	31	66	35	35,5
Prestations externes	9356	203	-9154	8220	153	-8067	8416	182	-8235	8336	112	-8224	-8420,0
Dépenses de Communication	151	106	-45	152	104	-48	153	112	-40	153	115	-38	-42,8
Aides commerciales	785	1101	316	636	428	-208	361	428	67	361	326	-35	35,0
Cessions internes reçues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
Autres charges	56	1264	1209	56	1524	1468	56	973	917	56	1499	1443	1259,3
<b>Total consommations externes</b>	<b>29 377</b>	<b>29 483</b>	<b>106</b>	<b>28 005</b>	<b>21 248</b>	<b>-6 757</b>	<b>28 037</b>	<b>20 958</b>	<b>-7 079</b>	<b>27 945</b>	<b>20 194</b>	<b>-7 751</b>	<b>-5 370</b>
<b>Total hors Redevances (excepté RODP)</b>	<b>27 316</b>	<b>27 181</b>	<b>135</b>	<b>25 927</b>	<b>18 495</b>	<b>-7 433</b>	<b>25 952</b>	<b>17 286</b>	<b>-8 666</b>	<b>25 856</b>	<b>16 794</b>	<b>-9 065</b>	<b>-6 324</b>

### 5.2.1 Fournitures non stockables

#### ➤ Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (-65 k€ soit -12%) :

D'après Régaz-Bordeaux, les écarts entre les montants couverts par l'ATRD4 et le réel proviennent majoritairement d'une baisse des cours du pétrole et du gaz, qui ont eu pour résultat une baisse des charges plus forte que prévu. Lors de la prévision 2013-2016, Régaz-Bordeaux s'est appuyé sur la moyenne des

exercices 2009-2012. Le prix du gaz et du carburant a largement chuté en 2013. Cela n'appelle pas de commentaires de notre part.

### 5.2.2 Achats pertes réseau

#### ► Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (-116 k€ soit -100%) :

Les achats de pertes réseau réels ne sont pas comptabilisés en charge sur un compte repris dans la nomenclature des demandes tarifaires mais sont déduits du chiffre d'affaires d'acheminement. Le couvert ATRD4 prend en compte directement la charge dans le poste de la demande tarifaire. Les charges réelles communiquées par Régaz-Bordeaux ont été de :

En k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R	Moyenne 2013-2016
Charges réelles	-957	+1 979	-1 010	-103	-22,8
Charges ATRD4	-114,7	-115,5	-116,0	-116,0	-115,5
Ecart Réel vs ATRD4 du poste	+842,3	-1 863,5	+894,0	-13,0	-92,8

En sommant les charges des années 2013-2015, nous obtenons un total de -12 k€. Sans avoir eu d'explications de Régaz-Bordeaux sur cet écart cumulé vs couvert ATRD4, nous observons néanmoins que ces charges évoluent dans le même sens que les fournitures non stockables en bénéficiant des prix réels moins élevé que la prévision.

### 5.2.3 Loyers, crédit-bail et charges locatives

#### ► Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (-271 k€ soit -9%) :

D'après Régaz-Bordeaux, les écarts sur ce poste proviennent d'un changement de site. En effet, Régaz-Bordeaux prévoit de changer de site en 2017, quittant le site de Ravezies pour le site de Bacalan. En 2014, Régaz-Bordeaux a acheté en crédit-bail la première moitié du terrain sur lequel il se trouve et qui était la propriété de la mairie de Bordeaux. Cet achat a conduit à une baisse des loyers. Par ailleurs, Régaz-Bordeaux a limité ses charges d'entretien du site de Bacalan à partir de 2014 en perspective du transfert dans le nouveau siège.

### 5.2.4 Assurances

#### ► Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (-26 k€ soit -8%) :

Régaz-Bordeaux n'a pas été en mesure d'expliquer les écarts par rapport au couvert ATRD4.

### 5.2.5 Prestations externes

#### 🔗 Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (-8 420 k€ soit -98%) :

Régaz-Bordeaux n'a été en mesure d'apporter des explications qu'à l'écart de l'année 2013. En raison du changement d'outil comptable en 2013, il est nécessaire d'effectuer des regroupements de postes pour avoir une vision exhaustive des prestations externes et de la sous-traitance technique. Le regroupement concerne les postes suivants :

Ecart en k€ courant pour l'année 2013	Prévu avec inflation réelle	Réalisé	Ecart
Services extérieurs entretien et maintenance (611xxx et 615xxx)	1 579,5	7 842,6	6 263,1
Sous-traitance liée à la prodim	6 852,5	8 462,9	1 610,4
Prestations externes (621xxx)	9 356,2	202,5	-9 153,6
Autres charges (618xxx, 62xxxx sauf 623xxx, 65xxxx sauf redevances et aides commerciales)	55,6	1 264,3	1 208,7
<b>Total</b>	<b>17 843,8</b>	<b>17 772,3</b>	<b>-71,5</b>

Les écarts du poste prestations externes des années 2014-2015-2016 n'ont pas été expliqués.

### 5.3 Charges de personnel

Les charges de personnel réelles moyennes annuelles sur la période 2013-2016 sont supérieures de 0,9 M€ au couvert ATRD4 soit un écart de +4 %.

	2013 R			2014 R			2015 R			2016 R			Moyenne
En k€	Couvert avec inflation réelle	Réalisé	Ecart	Couvert avec inflation réelle	Réalisé	Ecart	Couvert avec inflation réelle	Réalisé	Ecart	Couvert avec inflation réelle	Réalisé	Ecart	Ecart moyen 2013-2016
Rémunérations brutes	12 371	13 119	749	12 652	15 037	2 384	12 880	15 229	2 349	13 101	15 102	2 001	1 871
Charges sociales	7 813	7 976	163	7 992	8 028	37	8 136	7 779	-356	8 274	8 006	-268	-106
CCAS 1%	638	656	18	643	658	15	646	641	-5	646	673	27	14
Autres charges sociales	2 111	2 369	258	2 127	1 052	-1 075	2 135	1 739	-396	2 136	1 984	-152	-341
Impact plan anti endommagement	183	0	-183	185	0	-185	186	0	-186	186	0	-186	-185
CICE	0	-232	-232	0	-413	-413	0	-434	-434	0	-423	-423	-375
<b>Total charges de personnel</b>	<b>23 116</b>	<b>23 888</b>	<b>772</b>	<b>23 598</b>	<b>24 362</b>	<b>764</b>	<b>23 982</b>	<b>24 954</b>	<b>972</b>	<b>24 343</b>	<b>25 342</b>	<b>1 000</b>	<b>877</b>

Le détail des écarts réel vs couvert ATRD4 par sous-postes des charges de personnel fait ressortir des différences d'évolution. En effet, on note que les rémunérations brutes sont en dépassement de +1,9 M€ (+15%) alors que les charges sociales sont inférieures de -0,1 M€ (-1%) et les autres charges sociales sont aussi inférieures de -0,3 M€ (-16%). De plus, si les charges de personnel sont supérieures au couvert ATRD4, les effectifs ont baissé de 9 ETP entre 2013 et 2016. Régaz-Bordeaux explique ce décalage par le fait qu'il y a eu une hausse modérée des rémunérations des agents et que l'essentiel de la hausse observée est due à un rattrapage de factures des fournisseurs de gaz et électricité pour les avantages en nature ainsi qu'une hausse des taxes refacturées par ces acteurs aux ELD.

## 5.4 Recettes extra-tarifaires

En k€	2013 R			2014 R			2015 R			2016 R			Moyenne
	Couvert avec inflation réelle	Réalisé	Ecart	Couvert avec inflation réelle	Réalisé	Ecart	Couvert avec inflation réelle	Réalisé	Ecart	Couvert avec inflation réelle	Réalisé	Ecart	Ecart moyen 2013-2016
Transfert de charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cessions internes données	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	7 498	7 868	370	7 579	8 202	623	7 702	7 684	-19	7 705	8 586	880	464
<i>dont locations de compteurs et de postes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont autres prestations</i>	7 498	7 868	370	7 579	8 202	623	7 702	7 684	-19	7 705	8 586	880	464
<b>Total recettes extra-tarifaires</b>	<b>7 498</b>	<b>7 868</b>	<b>370</b>	<b>7 579</b>	<b>8 202</b>	<b>623</b>	<b>7 702</b>	<b>7 684</b>	<b>-19</b>	<b>7 705</b>	<b>8 586</b>	<b>880</b>	<b>464</b>

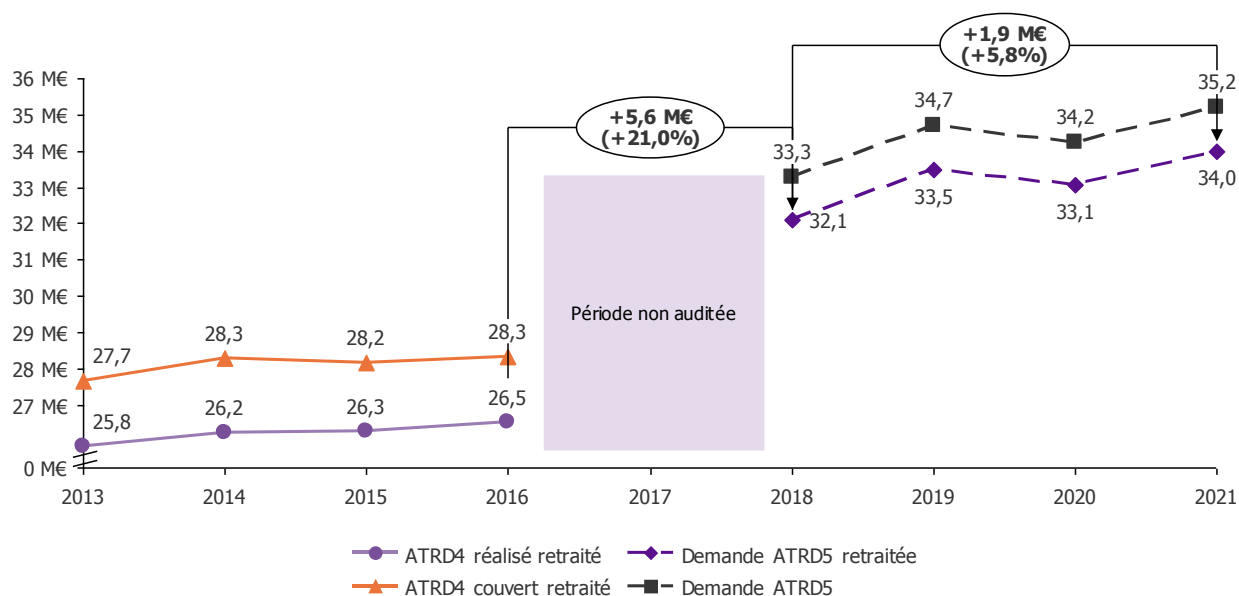
Sur la période 2013-2016, les recettes extra-tarifaires sont en avance de +0,5 M€ par rapport au couvert ATRD4. Cet écart est notamment dû à une meilleure performance des travaux pour tiers.

## 6. Analyse de la demande tarifaire ATRD5

### 6.1 Synthèse de la demande tarifaire

Au total, l'augmentation demandée des charges à couvrir entre 2016 et 2018 est de **+5,6 M€ (+21%)**. En tenant compte de l'inflation cet écart est de **+5,0 M€ (+18,2%)**.

**Evolution des charges d'exploitation réelles et de la demande tarifaire ATRD5 2013-2021 (en M€)**



Courbes	2013	2014	2015	2016
<b>ATRD4 couvert*</b>	<b>28 723</b>	<b>29 199</b>	<b>28 785</b>	<b>28 951</b>
Achats de perte réseau	-115	-115	-116	-116
Dépenses de communication	-151	-152	-153	-153
Aides commerciales	-785	-636	-361	-361
<b>ATRD4 couvert retraits</b>	<b>27 673</b>	<b>28 295</b>	<b>28 155</b>	<b>28 321</b>

\*hors redevances non couvertes par le tarif ATDR4

Courbes	2013	2014	2015	2016
<b>ATRD4 réalisé</b>	<b>27 267</b>	<b>26 917</b>	<b>26 940</b>	<b>27 121</b>
Aides commerciales	-1 101	-428	-428	-326
Dépenses de communication	-86	-84	-91	-93
Entretien des postes de livraison	-163	-165	-161	-160
<b>ATRD4 réalisé retraits</b>	<b>25 840</b>	<b>26 240</b>	<b>26 260</b>	<b>26 541</b>

Courbes	2018	2019	2020	2021
<b>Demande ATRD5</b>	<b>33 268</b>	<b>34 693</b>	<b>34 238</b>	<b>35 218</b>
Aides commerciales	-297	-291	-284	-279
Achat pertes réseau	-157	-159	-162	-165
Impayés acheminement	300	299	290	294
Dépenses de communication	-91	-123	-94	-127
Redevances hors RODP	-747	-757	-769	-782
Entretien des postes de livraison	-166	-168	-171	-174
<b>Demande ATRD5 retraits</b>	<b>32 110</b>	<b>33 493</b>	<b>33 048</b>	<b>33 985</b>



Hypothèses d'indexation prises par Régaz-Bordeaux :

	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P
<b>Hypothèse retenue par Régaz-Bordeaux pour l'indexation selon l'inflation (source FMI)</b>	1,08%	1,26%	1,40%	1,51%	1,71%

PMP observe que ces hypothèses sont bien conformes aux données FMI. Cela n'appelle pas d'ajustements de notre part.

Explications de la hausse avant ajustements :**La hausse des charges à couvrir de +5,6 M€ (+22,7%) entre 2016 et 2018 s'explique par :**

- Les projets lancés par Régaz-Bordeaux à partir de 2018 qui impactent la hausse observée entre 2016 et 2018 de +2,3 M€ :
  - La Loi NOTRe et la loi LTECV (+0,3 M€) ;
  - La mise en place de nouvelles normes ISO (+0,1 M€) ;
  - La modification de l'organisation juridique (+0,8 M€) en créant une structure séparée de la maison-mère qui portera l'activité de GRD gaz ;
  - La gestion des consommations sans fournisseurs (+0,1 M€) ;
  - Le projet de traçabilité des soudures (+0,1 M€) ;
  - La mise en conformité du réseau primaire (+0,6 M€) ;
  - La gestion des impayés acheminement (+0,2 M€) ;

Cette hausse de +2,3 M€ se décompose en +0,8 M€ de charges de personnel et +1,5 M€ en consommations externes.

- La hausse des loyers et des charges d'entretien immobilier pour 0,6 M€ ;
- Les charges de personnel (hors projets lancés) qui progressent de +1,4 M€ (+5,8%) ;
- Les recettes extra-tarifaires (qui incluent aussi des charges facturées par des entités tierces) qui baissent de +1,1 M€ (+15%) en neutralisant les variations des sous-postes de facturation des prestations informatiques à Gaz de Bordeaux (les recettes sont neutralisées par des charges équivalentes en consommations externes) et de la facturation des tiers pour le raccordement des consommateurs (neutralisée par une écriture de production immobilisée). Cette baisse de +1,1 M€ s'explique notamment par la charge créée par la facturation des prestations de fonctions support effectuées par la future maison-mère de Régaz-Bordeaux (+0,5 M€).

Méthode d'analyse suivie

Par ailleurs, Régaz-Bordeaux a détaillé son fichier de demande tarifaire en distinguant les éléments suivants que nous avons repris pour analyser les méthodes de projection des charges à couvrir sur la période 2016-2021 :

- Les projets lancés par Régaz-Bordeaux à partir de 2018. Ils concernent :
  - La Loi NOTRe et la loi LTECV ;

- La mise en place de nouvelles normes ISO ;
- La modification de l'organisation juridique en créant une structure séparée de la maison-mère qui portera l'activité de GRD gaz ;
- La gestion des consommations sans fournisseurs ;
- Le projet de traçabilité des soudures ;
- La mise en conformité du réseau primaire ;
- La gestion des impayés ;
- Les honoraires liés à l'audit ATRD6.
- Les charges de projets informatiques qui sont refacturés à Gaz de Bordeaux (à l'euro-l'euro) et qui n'ont donc pas d'impact sur la demande tarifaire de Régaz-Bordeaux. On trouve ces charges dans les postes de services extérieurs et charges de personnel ;
- Les quote-parts de charges qui sont immobilisées via une écriture de production immobilisée ;
- Les évènements non récurrents ou exceptionnels ;
- Le reste des charges correspondant à des charges récurrentes.

## 6.2 Analyse des projets lancés par Régaz-Bordeaux

### 6.2.1 Loi NOTRe et LTECV

Pour répondre aux besoins des lois NOTRe et LTECV, Régaz-Bordeaux envisage de faire appel aux ressources suivantes :

- Recrutement de 3 ETP à partir de 2018 qui se décomposent :
  - 2 ETP pour accompagner et répondre aux attentes des collectivités territoriales notamment par la mise en place des données et requêtes visant à mettre en œuvre leurs stratégies énergétiques ;
  - 1 ETP pour mettre en place l'adaptation et l'évolution du SI.
- Des travaux SI et administratifs pour répondre aux besoins de mise à niveau du SI et envoi de données aux collectivités.

En synthèse les coûts associés impactent les postes suivants de la demande tarifaire :

*[confidentiel]*

Il ressort des comparaisons effectuées avec les autres ELD que les coûts envisagés par Régaz-Bordeaux pour répondre aux lois NOTRe et LTECV n'appellent pas de corrections pour les aspects études et SI mais sont surdimensionnés d'un facteur 2 pour les moyens humains.

#### **Proposition d'ajustement initiale :**

L'ajustement de la moitié des charges de personnels associés aux besoins des loi NOTRe et LTECV représente un impact annuel moyen de **-129 k€/an** en rémunérations brutes et charges sociales.

**Réponse de l'ELD :** Régaz-Bordeaux n'a pas de remarque à propos de cet ajustement.

### 6.2.2 Mise en place de nouvelles normes ISO

Régaz-Bordeaux prévoit d'engager des charges pour répondre aux obligations réglementaires et contractuelles relatives aux normes suivantes :

- Démarche de certification au regard de la norme ISO 14 001 (management environnemental) pour satisfaire une demande de Bordeaux Métropole ;
- Démarche de certification au regard de la norme ISO 45 001 devant remplacer la norme OHSAS 18001 (santé et sécurité au travail) au regard de laquelle Régaz-Bordeaux était certifiée ;
- Démarche de certification au regard de la norme ISO 50 001 (management de l'énergie) comme alternative à l'évaluation annuelle du potentiel d'efficacité énergétique du réseau de distribution exploité, imposée par le décret 2015-1442 du 6 novembre 2015.

Ces coûts sont complémentaires de ceux engagés pour les certifications déjà obtenues (intégrés au poste « frais de recherche »). Les coûts engagés sur la période 2018-2021 sont les suivants. :

Travaux	Postes impactés	2018 (k€) P	2019 (k€) P	2020 (k€) P	2021 (k€) P	Moyenne 2018-2021 (k€)
Régaz-	Autres charges	[confidentiel]				

Bordeaux a justifié les charges envisagées en 2018 avec les détails suivants :

Libellé	Prestataire	Coût (€)
Conseil, assistance, expertise SMG	[confidentiel]	[confidentiel]
Conseil, assistance, expertise ISO 50001		
Veille réglementaire		
Conseil, assistance, expertise ISO 14001		
Contrat de professionnalisation		

A partir de 2019, les charges ont été estimées par Régaz-Bordeaux pour effectuer le suivi, obtenir des missions de conseil et d'audit des normes 50001 et 14001.

Régaz-Bordeaux a transmis l'extrait du contrat avec Bordeaux Métropole mentionnant les engagements qu'il devait tenir en matière de qualité et de responsabilité sociale et environnementale.

#### Proposition d'ajustement initiale :

Faute de gains démontrés d'une telle certification, nous proposons de ne pas intégrer ces charges dans la demande tarifaire. Cela représente un impact moyen annuel de – **49,3 k€/an**.

**Réponse de l'ELD :** D'après Régaz-Bordeaux, le projet d'évolution des normes de certification permettent à l'entreprise d'être reconnue comme un opérateur efficace, responsable et à l'écoute de ses clients. Le nouveau contrat de concession, signé en 2016, impose l'atteinte de ces normes ISO.

Par ailleurs, ne pas reconnaître ces charges en l'absence de gains démontrés conduit à dissuader le GRD de mettre en place toute innovation bénéficiant à ses usagers. **Proposition d'ajustement finale :**

Malgré les demandes de PMP, aucun gain n'a été démontré à la mise en place des normes ISO. De ce fait, PMP maintient son ajustement.

### 6.2.3 Modification de l'organisation juridique

Régaz-Bordeaux s'est engagé à dissocier l'activité de GRD Gaz de la Société-mère (qui détient le fournisseur Gaz de Bordeaux) avec une mise en place au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Les impacts financiers de cette modification juridique sont les suivants :

*[confidentiel]*

Régaz-Bordeaux a justifié les charges futures par :

- Les honoraires ont été estimés sur la base de ceux supportés lors de la scission de la Société du Gaz de Bordeaux entre Gaz de Bordeaux (fournisseur) et Régaz-Bordeaux (distributeur) ;
- Un extrait des charges à couvrir pour 50 k€ relatives à la communication auprès des partenaires ;
- La charge de 100 k€ pour la mise à jour de l'ensemble des documents commerciaux liée au changement de marque induit par la modification d'organisation juridique ;
- Les 4 ETP à embaucher en raison de l'absence de compétences suffisantes en interne pour répondre aux profils recherchés nécessaires notamment pour le management des équipes qui doublonne entre les 2 structures. De plus, Régaz-Bordeaux a indiqué que le transfert des équipes support vers la société GRD ne facilite pas la mise en œuvre des règles RH (notamment la rotation des équipes afin de respecter la règle dite J5 – travail sur 4j au lieu de 5 nécessitant une rotation des équipes).

Par ailleurs nous estimons que la séparation juridique peut être conduite sans création permanente de doublons de postes sur les fonctions support et que l'éventuelle surcharge temporaire peut être absorbée par les effectifs existants.

#### **Proposition d'ajustement initiale :**

Nous proposons d'ajuster le montant des honoraires de filialisation du distributeur pour qu'ils soient partagés entre Gaz de Bordeaux et Régaz-Bordeaux au pro rata de leurs chiffres d'affaires. Cela corrige les honoraires pour Régaz-Bordeaux en 2018 à 42,7 k€ soit un impact moyen annuel de **-53,3 k€/an** ;

Nous laissons à l'appréciation de la CRE d'intégrer ou non à la demande tarifaire ATRD5 les montants de prestations de communication (communication auprès des partenaires et refontes des documents commerciaux) associées à la filialisation de Régaz-Bordeaux et passer au besoin les ajustements potentiels. Nous supposons ici que ces dépenses intègrent la demande ;

Nous proposons de ne pas prendre en compte les ETP supplémentaires pour le doublonnage des postes au sein des départements SI, DAF et RH et moyens généraux dans le cadre de la séparation juridique. Cela représente un impact moyen annuel de **-438 k€/an**.

**Réponse de l'ELD :**

A propos des honoraires du projet de séparation juridique, Régaz-Bordeaux propose que le partage se fasse selon une clef fondée sur l'EBIT ou le résultat net pour être plus représentatif : *[confidentiel]*

Pour la communication de la séparation juridique, Régaz-Bordeaux n'a aucune remarque.

Pour les fonctions supports, la séparation juridique entraîne la duplication des équipes de fonctions supports ce qui nécessite des compétences qui n'existent pas dans les équipes du GRD. Régaz-Bordeaux doit recruter 4 ETP pour y répondre et compte les absorber au rythme des départs à la retraite des agents sur une période de 5 à 10 ans.

**Proposition d'ajustement finale :**

Après échange avec Régaz-Bordeaux, PMP reconnaît :

1/ La pertinence d'une clef fondée sur l'EBIT pour partager les frais d'honoraires de la modification juridique. Cela réduit l'impact moyen annuel à **-16,8 k€/an** sur la période 2018-2021 ;

2/ La nécessité de communiquer sur le projet de modification juridique selon les montants envisagés. L'ajustement initial est retiré ;

3/ La nécessité de l'embauche des ETP de fonctions supports à partir de 2018 en notant toutefois que le délai d'absorption des coûts concernés semble long. L'ajustement initial est retiré.

**6.2.4 Gestion des consommations sans fournisseurs**

Régaz-Bordeaux souhaite embaucher un 1 ETP pour renforcer l'équipe d'Accès au réseau (3 ETP actuellement) qui gère entre autres les consommations sans fournisseurs.

Régaz-Bordeaux donne ci-dessous l'évolution du nombre des fournisseurs de gaz et des PDL alternatifs :

Date	Nb Fournisseurs	Nb PDL GDB	Nb PDL F. alternatifs
confidentiel			
<b>Evolution 2016 / 2013</b>	<b>+7</b>	<b>+ 4 382</b>	<b>+ 2 052</b>

Nous considérons cette hypothèse d'embauche surdimensionnée car :

- Le nombre de factures émises sans fournisseurs a été de 224 en 2016 ;
- La gestion des 14 mois d'arriéré de factures sans fournisseurs a déjà eu lieu.

**Proposition d'ajustement initiale :**

Dans une logique d'opérateur efficace et au regard du nombre encore limité de factures émises sans fournisseurs, le recrutement d'un ETP ne semble pas être nécessaire.

**Réponse de l'ELD :** Régaz-Bordeaux n'a exprimé de remarque à propos de cet ajustement.

**6.2.5 Projet de traçabilité des soudures**

Régaz-Bordeaux souhaite développer un projet de traçabilité des soudures. Il doit permettre de repérer les anomalies de soudures sur le réseau.

Régaz-Bordeaux veut adopter de nouvelles technologies pour vérifier en temps réel le respect des paramètres de soudure, les habilitations des opérateurs, le respect des procédures de soudure et leur géo-référencement.

Le coût de ce projet est estimé à : *[confidentiel]*

Régaz-Bordeaux précise qu'aucune réglementation n'impose ces travaux.

**Proposition d'ajustement initiale :** dans l'hypothèse où la sécurité du réseau était correctement assurée sans ce nouveau projet, celui-ci ne semble pas nécessaire aux missions couvertes par l'ATRD. Cela représente un impact moyen annuel de **-98,7 k€/an**. Si toutefois un gain avéré et significatif était démontré sur les coûts et délais d'intervention, cet ajustement pourrait être revu.

**Réponse de l'ELD :** Régaz-Bordeaux souligne que ce projet permet d'éviter des surcoûts liés à des interventions ultérieures sur des ouvrages déjà en sol, comme cela est arrivé en 2005 sur la recherche et le remplacement de tubes PE défectueux.

Pour l'ETP lié au projet, Régaz-Bordeaux n'a effectué aucune remarque.

**Proposition d'ajustement finale :**

Régaz-Bordeaux n'a pas été en mesure de démontrer des gains possibles sur les coûts et les délais d'intervention. De ce fait PMP conserve son ajustement.

**6.2.6 Projet de mise en conformité du réseau primaire**

Dans le cadre de l'arrêté du 5 mars 2014 relatif aux canalisations de transport de gaz naturel et du décret du 2 mai 2012 relatif à la sécurité des canalisations de transport de gaz, Régaz-Bordeaux a été amené à réaliser une étude de dangers sur son réseau primaire MPC. Cette étude a fait apparaître des coûts supplémentaires afin d'être conforme à cette nouvelle réglementation, à savoir :

- Le recalibrage des postes de livraison TIGF (postes Gradignan et Bègles) et création d'un poste de livraison supplémentaire à Bègles pour le passage à une PMS de 16 bar. *[confidentiel]* N'ayant pas encore de devis pour l'installation du poste de livraison supplémentaire de Bègles, PMP considère cette part du projet en attente et propose un ajustement associé ;
- Une étude de dangers à effectuer tous les 5 ans ;

- le suivi de l'environnement justifié par le respect des arrêtés du 2/05/12 et du 05/03/14 qui imposent de fournir aux collectivités la localisation du réseau primaire. Ci-dessous le texte de la DREAL expliquant les obligations à respecter :

*L'article 1-1 du décret 62-608 modifié précise par ailleurs que l'étude de dangers doit contenir un programme de mesures compensatoires attestant, en accord avec les communes concernées, la faisabilité de la mise en oeuvre des mesures physiques ; par exemple, si le distributeur prévoit la pose de dalles, il doit préalablement s'assurer auprès de la mairie que la mise en oeuvre de cette mesure compensatoire dans le délai présenté dans l'étude de dangers ne pose pas de difficultés particulières.*

*En ce qui concerne la maîtrise de l'urbanisation, un porter à connaissance réalisé sur la base des éléments fournis dans les études de dangers de ces canalisations de distribution sera communiqué aux communes ou à leurs groupements compétents par le préfet au titre de la prévention des risques et de la protection de l'environnement en application de l'article L.121-2 du code de l'urbanisme. Par contre, ces ouvrages n'entraînent pas l'institution de servitudes d'utilité publique prévues à l'article R.555-30 qui ne concerne que les canalisations de transport.*

Cette nouvelle disposition va nécessiter de :

- Constituer et réaliser un dossier pour chaque commune des zones concernées par l'ELD, soit 9 communes.
- Communiquer et rendre compte auprès de chaque collectivité les zones concernées par l'EDD.
- Etudier la faisabilité des mesures compensatoires à mettre en place en coordination avec les communes.

#### **Proposition d'ajustement initiale :**

PMP propose un ajustement d'attente de -225 k€/an correspondant à la différence entre les montants envisagés dans la demande de Régaz-Bordeaux (-500 k€/an) et les coûts de recalibrage pour lesquels un devis a été fourni (-275 k€/an = (700+400)/4). Si un devis est fourni pour les prestations de livraison d'un poste supplémentaire à Bègles, nous laissons à l'appréciation de la CRE de prendre en compte ou non cette dépense dans la demande tarifaire.

PMP considère que le contenu des prestations externes qui sont envisagées pour respecter le suivi de l'environnement et les obligations réglementaires de fourniture de la localisation du réseau primaire aux collectivités peuvent être traitées par les ETP supplémentaires qui sont demandés dans le cadre de la loi NOTRe et LTECV. Cela entraîne un impact moyen à la baisse de **-20,9 k€/an** sur la période 2018-2021 sur le poste de services extérieurs entretien et maintenance.

#### **Réponse de l'ELD :**

Pour la construction d'un nouveau poste de livraison à Bègles : Régaz-Bordeaux estime que la réalisation d'études préliminaires est essentielle afin de disposer d'un devis pouvant être contractuel. Les délais de l'audit ne permettent pas d'avoir autre chose qu'une estimation de ces travaux. Régaz-Bordeaux demande qu'en cas de refus de cette charge, la CRE le notifie pour que la DREAL, autorité de tutelle en matière de sécurité industrielle, soit mise au courant de l'origine de cette absence de travaux.

Par ailleurs il met en avant plusieurs prestations qui sont couvertes par les charges de mise en conformité du réseau primaire :

- ☐ des prestations pour la collecte d'information de l'environnement des ouvrages gaz à hautes caractéristiques techniques ;
- ☐ des prestations de mise à jour du système d'information géographique ;

**Réponse de l'ELD (suite) :**

- ☐ de mise en œuvre de mesures compensatoires ;
- ☐ des prestations de portage des mesures compensatoires auprès des collectivités concernées afin d'obtenir un accompagnement de leur part.

Ces prestations ne sont pas liées à la loi NOTRe et LTECV et demandent des compétences différentes.

**Proposition d'ajustement finale :**

1/ Concernant la création du poste de livraison à Bègles, PMP propose au final de l'intégrer dans la demande tarifaire en le chiffrant à la moyenne des deux autres postes soit 550 k€. L'écart entre le coût chiffré par cette estimation (en y associant le devis fourni par Régaz-Bordeaux) et celui de la demande tarifaire est de - 87 k€/an sur la période 2018-2021.

2/ concernant les données de suivi de l'environnement, PMP maintient son ajustement faute de démonstration des gains potentiels associés.

**6.2.7 Confidentiel****6.2.8 Charges relatives aux impayés acheminement**

Régaz-Bordeaux considère la gestion des charges relatives aux impayés acheminement comme un projet. Régaz-Bordeaux inclut le montant des impayés dans le poste « autres charges » des consommations externes. Le calcul des impayés acheminement a été effectué en appliquant un taux de 0,4% au CA acheminement (2013 : 59,9 M€ ; 2014 : 59,2 M€ ; 2015 : 60,7 M€) soit environ 240 k€/an. A titre de comparaison, Régaz-Bordeaux a indiqué que la part d'irrecouvrables de Gaz de Bordeaux était plus faible :

Gaz de Bordeaux	Exercice 2013-2014 (k€)	Exercice 2014-2015 (k€)	Exercice 2015-2016 (k€)
Montants des irrécouvrables (A)	902,1	595,7	920,3
CA fournitures (B)	276 202	352 960	346 179
<b>Ratio (A/B)</b>	<b>0,33%</b>	<b>0,17%</b>	<b>0,27%</b>

La CRE a décidé pour GRDF de retenir un ajustement de 0,9% du revenu autorisé prévisionnel. Si cette orientation est retenue de manière uniforme pour les ELD, les charges d'impayés de Régaz-Bordeaux sont ajustées de :



k€ courants	2018 P	2019 P	2020	2021	Moyenne 2018-2021
CCN (A)	31 071,3	30 973,1	30 970,6	31 194,6	31 052,4
OPEX ajustés (B) (*)	26 890,4	26 843,6	26 727,8	27 300,5	26 940,6
<b>Créances irrécouvrables (position Régaz-Bordeaux) (C)</b>	245,6	249,1	252,8	257,2	251,2
OPEX ajustés sans créances irrécouvrables (D)	26 644,8	26 594,6	26 475,0	27 043,3	26 689,4
<b>Total du revenu autorisé (A+D)</b>	57 716,0	57 567,7	57 445,5	58 237,9	57 741,8
<b>Créances irrécouvrables (taux 0,9%) (E)</b>	519,4	518,1	517,0	524,1	519,7
<b>Ajustement (E-C)</b>	<b>273,8</b>	<b>269,0</b>	<b>264,2</b>	<b>267,0</b>	<b>268,5</b>

(\*) opex ajustés (tous ajustements confondus hors impayés)

**Proposition d'ajustement initiale :** en appliquant 0,9% du revenu autorisé prévisionnel sur la période 2018-2021, le montant moyen annuel des créances irrécouvrables est ajusté de **+ 268,5 k€/an**

**Réponse de l'ELD :** Régaz-Bordeaux ne souhaite pas s'aligner sur le taux de GRDF sauf si ce poste est inclus dans le périmètre du CRCP.

**Proposition d'ajustement finale :** PMP maintient son ajustement. Ce point sera discuté ultérieurement avec la CRE. En tenant compte des ajustements finaux proposés, le montant de l'ajustement devient **+295,5 k€/an**

### 6.2.9 Audit ATRD6

[confidentiel]

**Proposition d'ajustement initiale :** [confidentiel] Pour les prestations de conseil associées nous proposons un ajustement de **-2,5k€/an** après comparaison des dépenses de même type entre ELD.

#### Réponse de l'ELD :

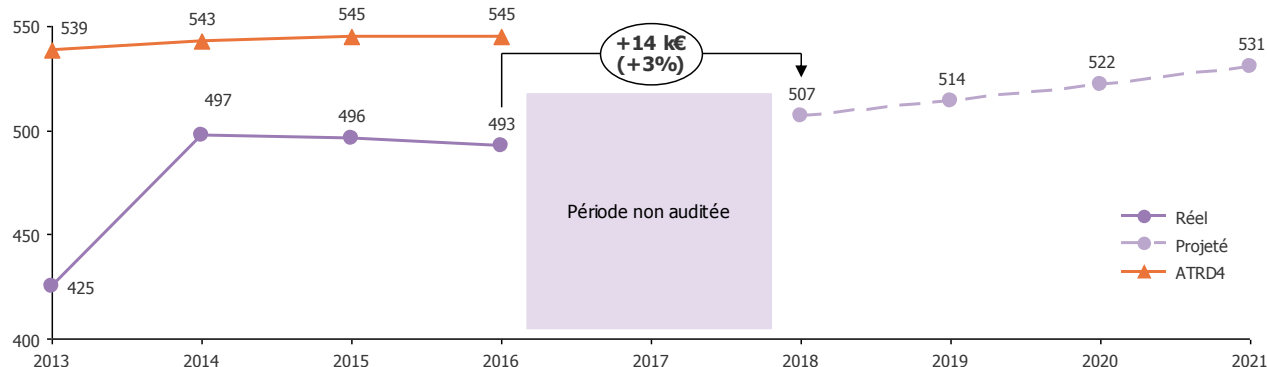
Régaz-Bordeaux valide l'ajustement à la baisse de PMP.

## 6.3 Zoom sur les consommations externes

### 6.3.1 Fournitures non stockables

Dans la demande de Régaz-Bordeaux, le poste Fournitures non stockables est en hausse de 14,4 k€ entre 2016 et 2018 soit +3%.

Evolution des fournitures non stockables 2013-2021 (en k€)



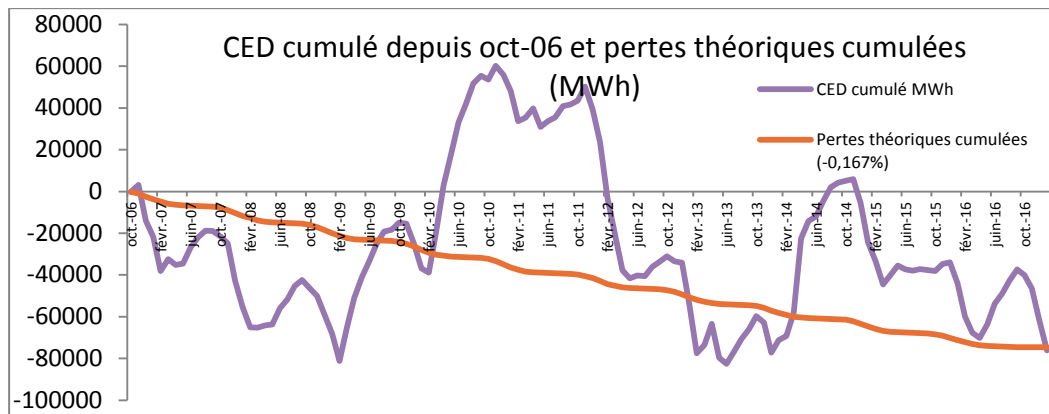
Ce poste porte notamment les charges de gaz et d'électricité nécessaires au fonctionnement des bâtiments où travaillent les agents de Régaz-Bordeaux. A ce titre, ces charges sont dépendantes du parc immobilier utilisé par l'ELD. Si les charges réelles retracent les coûts portés par Régaz-Bordeaux pour le fonctionnement des sites de Bacalan et Ravezies, la construction des charges prévisionnelles n'est pas réaliste car elle est fondée sur la moyenne des charges des années 2014-2016, alors que le bail du site de Ravezies doit être arrêté en 2017. Ainsi la demande tarifaire ne prend pas en compte le regroupement des équipes prévu dans un même bâtiment sur le site de Bacalan en 2017.

**Proposition d'ajustement (post-contradictoire) :** Sur proposition de Régaz-Bordeaux, en prenant la référence des charges 2016 du site de Bacalan, fournies par Régaz-Bordeaux, PMP propose d'ajuster le montant moyen des charges de fournitures non stockables du futur siège à 164,8 k€/an vs 251,8 k€/an sur la période 2018-2021 soit un impact moyen annuel de **-87 k€/an**.

### 6.3.2 Achats pertes réseau

En k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Demande tarifaire ATDR4	114,6	115,5	116,0	116,0						
Demande tarifaire ATRD5					155,2	157,1	159,3	161,8	164,5	160,7

Le montant prévisionnel des achats de pertes réseau est évalué en multipliant un taux de pertes moyen (évalué à -0,167% pour les pertes techniques et non techniques) par le volume théorique de consommations pour l'année 2017 et par le dernier prix connu d'achat de gaz (21,89 €/MWh en date de février 2017). Le taux de pertes moyen :



Le montant ainsi obtenu est de  $4189 \text{ GWh} \times 0,167\% \times 21,89 = 153\,556 \text{ €}$

Ce montant est indexé sur l'IPC sur la période 2017-2021.

A noter que les montants de ce poste ne sont inscrits dans la demande que pour la partie prévisionnelle car en réel, ils sont comptabilisés en soustraction du chiffre d'affaires d'acheminement.

**Proposition d'ajustement initiale :** Nous ne sommes pas en mesure d'analyser la pertinence de cette méthode que nous laissons à l'appréciation de la CRE. Néanmoins, étant donné l'absence de données réelles dans la demande tarifaire, nous proposons un retraitement de périmètre, pour mise en cohérence des données, en retirant celles des montants couverts ATRD4 ainsi que celles de la demande tarifaire ATRD5. L'impact moyen annuel de ce retrait est de **-161 k€/an** sur la période 2018-2021.

### Réponse de l'ELD :

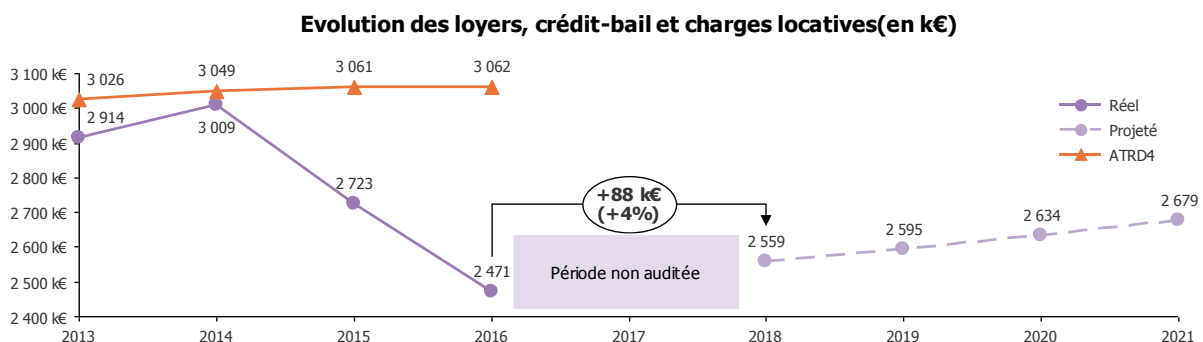
Selon Régaz-Bordeaux, lors de la validation du tarif ATRD4, il avait été convenu avec la CRE que cette charge était systématiquement comptabilisée en réel en soustraction du chiffre d'affaires d'acheminement. De ce fait, Régaz-Bordeaux ne comprend pas cet ajustement et demande sa révision.

### Proposition d'ajustement finale :

PMP laisse l'ajustement de ce poste à l'appréciation de la CRE.

#### 6.3.3 Loyers, crédit-bail et charges locatives

Dans la demande de Régaz-Bordeaux, le poste Loyers, crédit-bail et charges locatives est en hausse de 88 k€ entre 2016 et 2018 soit +4%. En tenant compte de l'inflation cet écart devient +29,6 k€ (+1,2%).



Le poste se décompose de la manière suivante :

	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018- 2021
<b>Véhicules</b>	817,7	919,6	910,6	884,9	966,3	confidentiel				
<b>Evolution n/n-1</b>		12,5%	-1,0%	-2,8%	+9,2%					
<b>Locations diverses</b>	296,4	281,1	345,1	221,8	301,7					
<b>Evolution n/n-1</b>		-5,2%	22,8%	-35,7%	+36,0%					
<b>Loyers site de Bacalan – récurrent (partie du site conservée)</b>	507,3	503,7	528,1	536,5	849,0					
<b>Loyers site de Bacalan - non récurrent (arrêt du bail en déc 2014)</b>	500,0	500,0	125,0	0,0	0,0					
<b>Loyers site de Ravezies - récurrent</b>	792,6	804,2	814,1	827,9	680,2					
<b>Total</b>	<b>2 914,0</b>	<b>3 008,6</b>	<b>2 722,9</b>	<b>2 471,1</b>	<b>2 797,2</b>					

#### Sous-postes locations véhicules et locations diverses

Il ressort que la méthode de projection des coûts de ces sous-postes sur la période 2018-2021 s'appuie sur la moyenne des années 2013 à 2017 (en prenant en compte l'estimé de cette dernière année) avec une indexation selon l'IPC.

#### [confidentiel] Loyers des sites de Bacalan et Ravezies :

Sur le site de Bacalan, Régaz-Bordeaux louait jusqu'à fin 2014 deux parcelles de terrain à la Mairie de Bordeaux pour 1M€/an. Régaz-Bordeaux est propriétaire de ses locaux sur ces deux parcelles.

A fin 2014, Régaz-Bordeaux arrête la location du terrain d'une des deux parcelles qui est acquise par la Banque postale pour y construire le futur siège de Régaz-Bordeaux. Un contrat de crédit-bail a été passé entre la Banque Postale et Régaz-Bordeaux pour la location de ce futur ensemble (terrain+immeuble) à partir de juillet 2017. Régaz-Bordeaux reste locataire de la deuxième parcelle de terrain du site de Bacalan jusqu'en juillet 2017.

Concernant le site de Ravezies, Régaz-Bordeaux le loue pour une partie de ses équipes et sous-loue les surfaces restantes à Gaz de Bordeaux.

La hausse constatée du total des loyers immobiliers en 2017 correspond au paiement pendant 3 mois à la fois des loyers de la parcelle restante du site de Bacalan et du crédit-bail dont le paiement commencera en juillet 2017. A cela s'ajoute le paiement du loyer du site de Ravezies qui est prévu jusqu'à fin août 2017.

Le loyer du nouveau siège, financé en crédit-bail n'appelle pas de commentaires de la part de PMP.

**Proposition d'ajustement initiale :** PMP propose de corriger la méthode de calcul des charges prévisionnelles de location « véhicules » et « locations diverses » en s'appuyant sur la moyenne des années 2013-2016 indexée avec l'IPC. Cela entraîne une baisse de la demande tarifaire de **-122 k€/an** pour la location de véhicules et de **-15 k€/an** pour les locations diverses.

**Réponse de l'ELD :** Après échange avec PMP, Régaz-Bordeaux accepte la proposition d'ajustement portant sur les charges de location « véhicules » et « locations diverses ».

#### 6.3.4 Redevances

Dans la demande de Régaz-Bordeaux, le poste Redevances baisse entre 2016 et 2018 de -1156 k€ (-32,9 %). En tenant compte de l'inflation, cet écart est de -1254 k€ (-34,4%)

*[confidentiel]*

Pour rappel ce poste a évolué de la manière suivante sur la période 2013-2016 :

en k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R	Moyenne 2013-2016
Occupation des sols	99,0	103,5	123,6	114,4	110,1
Autres redevances pour biens immatériels	2 116,7	2 080,6	2 057,8	2 000,6	2 063,9
Redevances de droit de contrôle	72,2	71,0	70,2	68,2	70,4
Autres redevances (redevance à la ville de Bordeaux)	112,9	600,5	1 539,2	1 331,0	895,9
<b>Total redevances</b>	<b>2 400,8</b>	<b>2 855,6</b>	<b>3 790,8</b>	<b>3 514,3</b>	<b>3 140,4</b>

Pour construire sa projection 2017-2021, Régaz-Bordeaux s'est appuyé sur :

- Le renouvellement de 12 des 15 contrats dans lesquels ont été modifié les calculs de redevances (apparition des lignes « redevance accès base de données urbaine » et « parapluie radio-télécom », modification des modalités de calcul des lignes « autres redevances pour biens immatériels » et « autres redevances »),

En k€ courants	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Occupation des sols	114,4	confidentiel					
Redevance de desserte							
Redevance accès base de données urbaine							
Parapluie radio-télécom (1)							
Redevance de concession							

(formule FNCCR)		confidentiel
Autres redevances pour biens immatériels	2 000,6	
Redevances de droit de contrôle	68,2	
Autres redevances	1 331,0	
<b>Total redevances</b>	<b>3 514,3</b>	
<b>Ecriture d'ajustement intégrée à la demande tarifaire de Régaz-Bordeaux</b>	<b>-3 400</b>	

(1) : cette redevance doit être sortie de la demande tarifaire. Ce sujet a déjà été traité par ailleurs dans le cadre du projet de compteur évolué.

**Proposition d'ajustement initiale :** en cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, l'ensemble des redevances, excepté la redevance d'occupations des sols est exclu de la demande tarifaire. Cela impacte la demande à hauteur de **-764 k€/an** sur la période 2018-2021

**Réponse de l'ELD :** Régaz-Bordeaux s'oppose à l'ajustement effectué par PMP.

Tout d'abord, les décisions précédentes de la CRE ne prenaient pas en compte les redevances pour « bien immatériel ». Régaz-Bordeaux a renouvelé presque tous les contrats de concession, sur la base du contrat type établi par la FNCCR. Ainsi Régaz-Bordeaux demande l'intégration des charges suivantes :

- ☐ redevances de concession selon le modèle de calcul défini par la FNCCR ;
- ☐ charges liées à l'accès aux bases de données urbaines constituées par l'autorité concédante. La redevance de « données urbaines » permet à Régaz-Bordeaux d'éviter 126 k€ de mise à jour annuelle et de conserver l'exhaustivité du traitement des fonds de plans ;

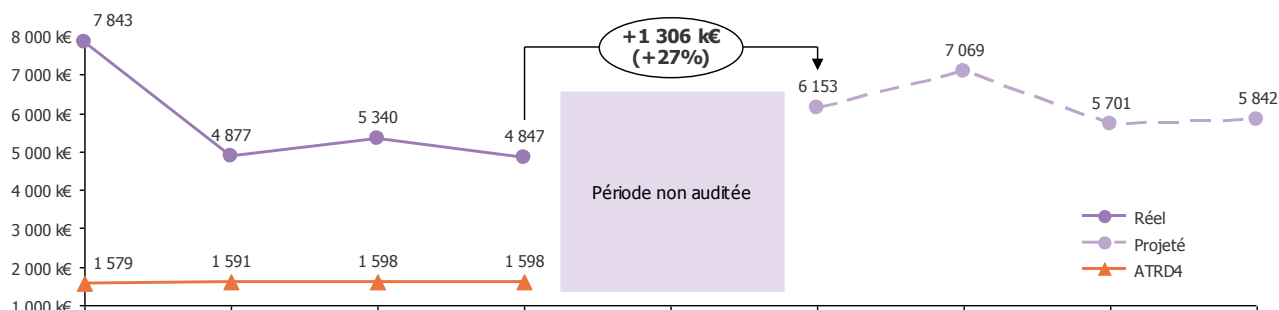
la mise à disposition du parapluie de relais de communication pour migrer les applicatifs actuels de géolocalisation et de support des systèmes de communication radio utilisés pour les interventions d'urgence gaz. De ce fait, Régaz-Bordeaux demande la révision de certains postes de redevances.

**Proposition d'ajustement finale :** En cohérence avec ce qui a été couvert lors de l'ATRD4 et avec les charges couvertes pour les autres ELD, seule la redevance d'occupation des sols est conservée. L'intégration d'autres redevances sera étudiée en détail par la CRE. Ceci génère un ajustement annuel moyen à la baisse de **-764 k€/an** sur la période ATRD5.

### 6.3.5 Services extérieurs et maintenance

Dans la demande tarifaire de Régaz-Bordeaux, ce poste augmente entre 2016 et 2018 de **+1,3 M€ soit +26,9 %**. En tenant compte de l'inflation cet écart est de **+1,2 M€ (+24%)**.

**Evolution du poste Services extérieurs, entretien et maintenance (en k€) 2013-2021**



Régaz-Bordeaux a fourni deux versions chiffrées simultanées pour l'année 2016 de ce poste :

- L'une dans la demande tarifaire globale illustrée au travers du graphique ci-dessus (4,8 M€)
- L'autre sous la forme de deux écritures se neutralisant au total de la section consommations externes : total du poste « service extérieurs » à 5,3 M€ (cf. tableau ci-dessous) et une écriture de -0,5 M€ au sein du poste « sous-traitance liée à la prodim ».

Régaz-Bordeaux n'a pas fourni d'explications sur ces écarts de présentation.

La décomposition fournie par Régaz-Bordeaux de l'évolution de ce poste donne :

En k€ courants	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Projets	0,0	confidentiel					
Coûts informatiques	731,7						
Coûts de production immobilisée	0,0						
non récurrent -exceptionnel	-180,0						
Récurrent	4 813,4						
<b>Total poste Services extérieurs</b>	<b>5 365,1</b>						

En prenant en compte cet ajustement de -0,5 M€, l'écart entre les valeurs 2016 inflatées et 2018 est de 788 k€. Il s'explique notamment par le lancement des projets de Régaz-Bordeaux pour 709 k€ et par la hausse liée à l'IPC de la quote-part de dépenses récurrentes.

Au sein de ce poste, nous avons étudié uniquement l'évolution des sous-postes « Projet » et « Récurrent », en effet :

- Les charges de coûts informatiques n'ont pas d'incidence sur la demande tarifaire de Régaz-Bordeaux car ces charges font l'objet d'une refacturation à Gaz de Bordeaux dans le cadre d'une convention. Cela se traduit par un sous-poste dédiée dans la section recettes extra-tarifaires ;
- Le montant du poste « non récurrent – exceptionnel » de -180k€ en 2016 correspond à une reprise de provision d'une écriture du même montant passé en 2015.

### Charges de projets

Pour rappel les projets lancés en 2018 qui ont une incidence sur le poste de Services extérieurs sont :

Projets (en k€ courants)	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
LOI NOTRe et LTECV : Evolution et maintenance informatique	confidentiel				
Traçabilité compteurs et soudures : coût de location du logiciel					
Mise en conformité du réseau primaire : recalibrage des postes de livraison TIGF (postes Gradignan et Bègles) et création d'un poste de livraison supplémentaire	confidentiel				
Mise en conformité du réseau primaire : étude de dangers					
Mise en conformité du réseau primaire : suivi de l'environnement (envoi de données aux collectivités)					
Géolocalisation des véhicules : coût SI					
<b>Total poste Services extérieurs (projets)</b>					

**Proposition d'ajustement initiale :** en tenant compte des ajustements proposés sur les projets (cf. 6.2)

En k€ courants	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
<b>Total poste Services extérieurs</b>	<b>5 365,1</b>	[confidentiel]					
Ajustement 1 : Location du logiciel (projet traçabilité des soudures)	0						
Ajustement 2 : ajustement d'attente sur la prestation de création d'un poste de livraison à Bègles	0						
Ajustement 3 : prestation d'accompagnement des collectivités (projet de mise en conformité du réseau primaire)	0						
Ajustement 4 : géolocalisation du parc de véhicules	0						
<b>Total poste Services extérieurs (ajusté)</b>	<b>5 365,1</b>						

le poste Services extérieurs ajusté est modifié sur la période 2016-2021 comme indiqué ci-après :



**Réponse de l'ELD :** Régaz-Bordeaux s'oppose à tous les ajustements proposés par PMP :

- ☐ Pour la location du logiciel : Ce point est évoqué dans la partie précédente ;
- ☐ Pour la construction d'un nouveau poste de livraison à Bègles : Régaz-Bordeaux estime que la réalisation d'études préliminaires est essentielle afin de disposer d'un devis pouvant être contractuel. Les délais de l'audit ne permettent pas d'avoir autre chose qu'une estimation de ces travaux. Régaz-Bordeaux demande qu'en cas de refus de cette charge, la CRE le notifie pour que la DREAL, autorité de tutelle en matière de sécurité industrielle, soit mise au courant de l'origine de cette absence de travaux.

**Proposition d'ajustement finale :** En rappel, PMP a revu sa position sur le coût du 3<sup>ème</sup> poste de livraison à Bègles en retenant un coût de construction établi selon la moyenne des coûts des deux autres postes soit 550 k€. La valeur finale de l'ajustement pour ce projet est de **-87 k€/an** sur la période 2018-2021.

**Charges récurrentes**Charges d'entretien de bâtiments

Il ressort que les charges récurrentes contiennent les charges d'entretien des bâtiments.

L'évolution de ces charges, fournies par Régaz-Bordeaux est la suivante en tenant compte de la refacturation d'une partie d'entre elles à Gaz de Bordeaux. Les charges de la demande tarifaire sont établies

En k€ courants	2014 R	2015 R	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018- 2021
Charges entretien site Bacalan	744,2	589,8	587,7	[confid entiel]					
Charges entretien site Ravezies	304,9	327,7	328,6						
Recettes de sous-location à Gaz de Bordeaux (site Ravezies – charges entretien)	-190,9	-246,5	-264,2						
<b>Total</b>	<b>858,4</b>	<b>671,2</b>	<b>652,3</b>						

selon la moyenne de la périodes 2014-2016 :

Cette hausse entre 2016 et 2018 n'étant pas justifiée, nous retenons une nouvelle proposition de calcul transmise par Régaz-Bordeaux s'appuyant sur les charges d'entretien du site de Ravezies qui est comparable au futur siège de Régaz-Bordeaux (il s'agit d'un immeuble récent).

Les charges ajustées seraient de :

En k€ courants	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018- 2021
Charges entretien site Ravezies	328,6	[confide ntiel]					
Surface occupée par Régaz sur les deux sites Bacalan+Ravezies (m <sup>2</sup> )	11 229						
Surface totale du site de Ravezies (m <sup>2</sup> )	4566						

Charges entretien ajustées du futur siège (hypothèse : même surface occupée par Régaz-Bordeaux)	808 = 328,6* 11 229/ 4 566						
<b>Ajustement</b>							

**Proposition d'ajustement (post-contradictoire) :** Sur proposition de Régaz-Bordeaux, en s'appuyant sur les charges 2016 d'entretien du bâtiment de Ravezies et en prenant l'hypothèse que la surface occupée par Régaz-Bordeaux reste constante entre la période réelle et prévisionnelle, on obtient un ajustement de - **160 k€/an** sur les charges d'entretien sur la période 2018-2021.

#### Charges d'entretien des postes de livraison et des branchements

PMP observe aussi que les charges récurrentes de services extérieurs entretien et maintenance contiennent aussi les charges d'entretien des postes de livraison et des branchements. Ces charges sont construites sur

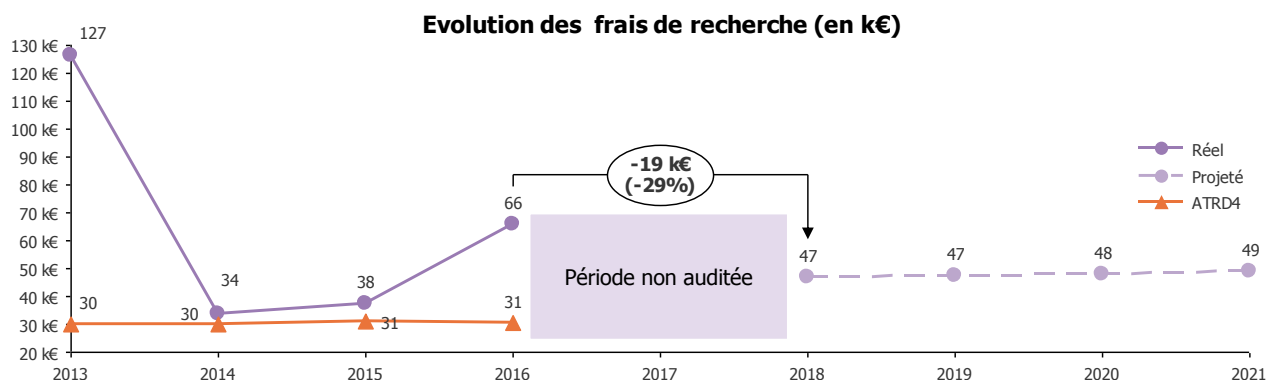
En k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018- 2021
Charges d'entretien des postes de livraison et des branchements	163	165	161	160						

la période 2018-2021 à partir de la moyenne 2013-2016 actualisées avec l'IPC :

**Proposition d'ajustement (post-contradictoire) :** Au regard des changements réglementaires entre les gestionnaires de réseau de transport et les gestionnaires de réseaux de distribution de gaz, le poste services extérieurs, entretien et maintenance contient des charges d'entretien des postes de livraison et des branchements qui ne sont pas couvertes par le tarif ATRD5. PMP propose ainsi un ajustement à hauteur de - **169,5 k€/an** afin de retirer ces charges de la demande tarifaire.

### 6.3.6 Frais de recherche

Dans la demande de Régaz-Bordeaux, le poste « frais de recherche » baisse de -19k€ (-29%) entre 2016 et 2018. En tenant compte de l'inflation, cet écart est -20 k€ (-31%).



En raison du montant exceptionnel de l'année 2013, Régaz-Bordeaux a projeté la charge de frais de recherche en s'appuyant sur la moyenne 2014-2016 et en y appliquant l'IPC.

**Proposition d'ajustement initiale :** En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, les dépenses de frais de recherche sont exclues du périmètre de la demande tarifaire sous réserve qu'il s'agisse de charges visant à développer le gaz. Dans un tel cas l'impact annuel moyen serait de **-48 k€/an** sur la période 2018-2021.

**Réponse de l'ELD :** Régaz-Bordeaux donne le détail de ce poste :

- convention de coopération GRDF/Régaz-Bordeaux ;
- Renouvellement de la certification ISO : augmentation des frais en 2016. Ces frais sont complémentaires de ceux envisagés pour le projet de normes ISO à partir de 2018.

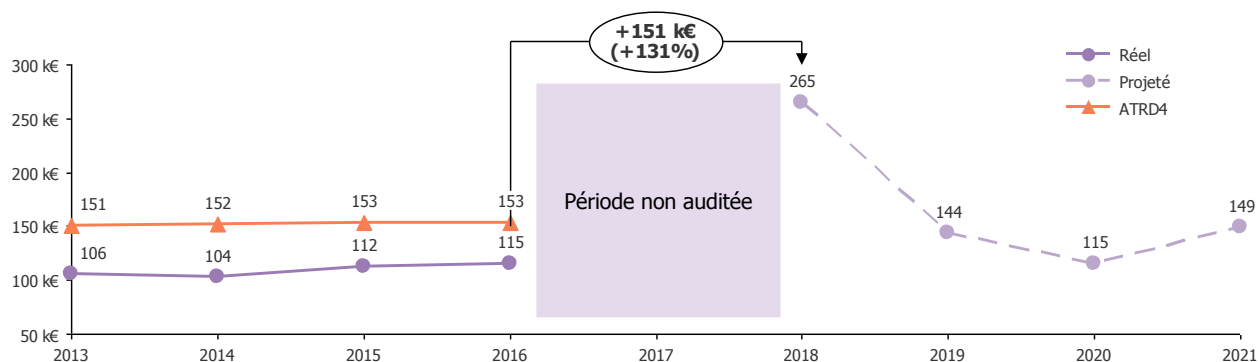
Comme ces frais ont été couverts sur la période ATRD4, Régaz-Bordeaux demande une couverture de ces frais sur la période ATRD5.

**Proposition d'ajustement finale :** PMP prend en considération les éléments qui ont été transmis par Régaz-Bordeaux lors du contradictoire. Après analyse, PMP supprime cet ajustement et accepte la position de Régaz-Bordeaux.

### 6.3.7 Dépenses de communication

Dans la demande de Régaz-Bordeaux, le poste dépenses de communication augmente de 151 k€ entre 2016 et 2018. En tenant compte de l'inflation, cet écart est de 147,9 k€ (+126%)

**Evolution des dépenses de communication (en k€)**



En décomposant l'évolution de ce poste sur la période 2016-2021 on obtient :

En k€ courants	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
[confidentiel]	0,0						
	0,0						

	0,0						
	0,0						
	114,6						
<b>Total poste Services extérieurs</b>	<b>114,6</b>	<b>140,6</b>	<b>265,2</b>	<b>144,4</b>	<b>115,0</b>	<b>149,1</b>	<b>168,4</b>

Le sous-poste « récurrent » évolue selon la moyenne 2013-2016 indexé selon l'IPC. Le sous-poste exceptionnel-non récurrent intègre 30k€(constants) tous les deux ans pour la manifestation urbanistique Agora. Le sous-poste « projets » intègre en 2018 les dépenses associées à la filialisation portant sur les coûts de refonte des documents commerciaux pour 102 k€ et les dépenses de communication associées à l'évènement pour 51 k€ (cf. 6.2.3).

**Proposition d'ajustement initiale :** En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, les dépenses récurrentes et non récurrentes de communication externes (développement) sont exclues du périmètre de la demande tarifaire. L'impact annuel moyen est de **-130 k€/an** sur la période 2018-2021.

Nous laissons à l'appréciation de la CRE d'intégrer ou non dans la demande tarifaire ATRD5 les dépenses de communication prévues associées au projet de filialisation de Régaz-Bordeaux.

**Réponse de l'ELD :** Les dépenses de communication de Régaz-Bordeaux sont liées à une communication extérieure de Régaz-Bordeaux en tant que gestionnaire de réseau gaz indépendant. Son augmentation en 2018 est liée au projet de filialisation du GRD qui n'est pas reconduite. Régaz-Bordeaux donne un détail de ses actions et de ses partenariats pour l'exercice 2015-2016 :

[confidentiel]

**Proposition d'ajustement finale :** PMP affine son ajustement en s'appuyant sur les informations fournies par Régaz-Bordeaux. Les charges regroupées sous les codes suivants sont intégrées dans la demande tarifaire et ne sont pas considérées comme des dépenses de développement :

[confidentiel]

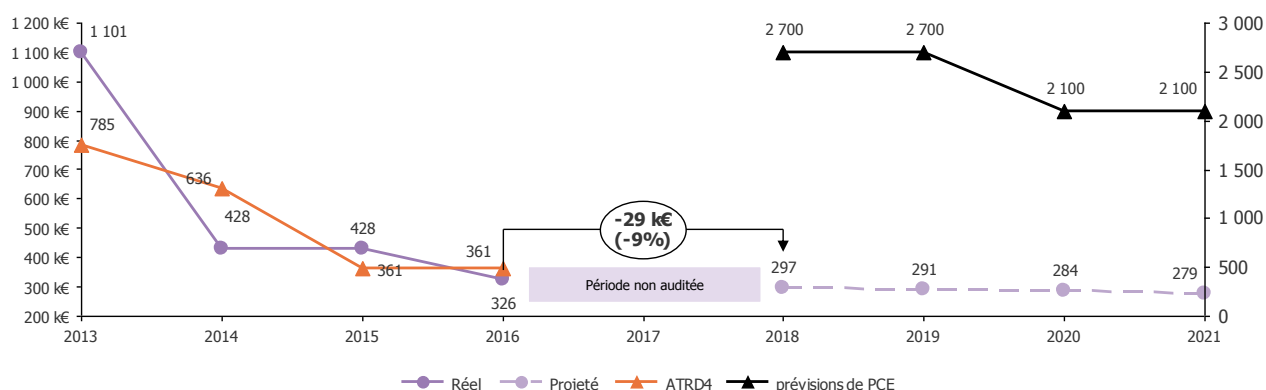
→ Le total des charges à exclure est de **-108,9 k€/an** sur la période 2018-2021.

Les modalités de la mise en œuvre d'un mécanisme incitatif seront discutés ultérieurement avec la CRE.

### 6.3.8 Aides commerciales

Dans la demande de Régaz-Bordeaux, le poste « Aides commerciales » baisse de -29 k€ (- 9%) entre 2016 et 2018. En tenant compte de l'inflation, cette baisse est de -37 k€ (-11%)

## Evolution des Aides commerciales (en k€)



Cette baisse du montant global d'aides commerciales est à mettre en relation avec le nombre de placements habitat (PCE) en gaz effectués par Régaz-Bordeaux (cf. courbe de prévisions de PCE sur le graphe ci-dessus).

Régaz-Bordeaux explique que le montant des aides commerciales est associé au nombre de PCE avec toutefois un plancher minimum de dépenses situé entre 250 à 300 k€ pour soutenir l'activité commerciale.

Par ailleurs, Régaz-Bordeaux projette l'évolution des placements en fonction d'un certain nombre de projets immobiliers sur les concessions de Régaz-Bordeaux et d'un taux de réussite par type d'habitat. Les placements gaz sont essentiellement sur de l'habitat collectif dont le taux va passer, d'après Régaz-Bordeaux, de 80% à 60% à partir de 2018 avec une réduction en parallèle de l'assiette du nombre de projets. Régaz-Bordeaux, cette baisse est à lier à la forte concurrence des réseaux de chaleur.

**Proposition d'ajustement initiale :** En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, les dépenses d'aides commerciales sont exclues du périmètre de la demande tarifaire. L'impact annuel moyen est de **-288 k€/an** sur la période 2018-2021.

**Réponse de l'ELD :** Régaz-Bordeaux prend note de la volonté de la CRE d'établir un mécanisme incitatif et de l'exclusion de ces dépenses dans l'attente d'explications.

**Proposition d'ajustement finale :** PMP maintient son ajustement. Les modalités de la mise en œuvre d'un mécanisme incitatif seront discutées ultérieurement avec la CRE.

### 6.3.9 Autres charges

Dans la demande de Régaz-Bordeaux, le postes Autres charges augmente entre 2016 et 2018 de 514,9 K€ soit +34,3%. En tenant compte de l'inflation cette hausse est de 479,7 k€ (+21,3%).

[confidentiel]

Ce poste se décompose en :

En k€ courants	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Projets	0,0	[confidentiel]					
Coûts informatiques	0,0						
Coûts de production immobilisée	0,0						
non récurrent -exceptionnel	0,0						
Récurrent	1 499,3						
<b>Total poste Autres charges</b>	<b>1 499,3</b>						

## Projets

Le sous-poste « projets » comporte les éléments suivants :

Projets (en k€ courants)	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
LOI NOTRe et LTECV : travaux administratifs (prestations externes)	[confidentiel]				
LOI NOTRe et LTECV : assistance à la mise en place SI					
LOI NOTRe et LTECV : Etudes					
Normes ISO					
Modification juridique : honoraires avocats, conseil					
Impayés					
Audits CRE (conseil et coût audit ATRD6)					
<b>Total poste « autres charges - consommations externes » (projets)</b>					

**Proposition d'ajustement initiale :** en tenant compte des ajustements proposés sur les projets (cf.6.2) le poste « autres charges » ajusté est modifié sur la période 2018-2021 comme indiqué ci-après :

En k€ courants	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
<b>Total poste « Autres charges » (demande tarifaire Régaz-Bordeaux )</b>	[confidentiel]				
Ajustement 1 : Normes Iso					
Ajustement 2 : impayés					
Ajustement 3 : audit CRE et prestations de conseil associées					
<b>Total poste « autres charges - consommations externes » (projets) ajusté</b>					

**Réponse de l'ELD :** Régaz-Bordeaux s'oppose aux trois ajustements effectués par PMP. Ils ont tous été détaillés dans la partie projets.

**Proposition d'ajustement finale :** Comme évoqué dans la partie projets, PMP maintient ses ajustements. Le total ajusté du sous-poste est de :

En k€ courants	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
<b>Total poste « Autres charges » (demande tarifaire Régaz-Bordeaux )</b>	[confidentiel]				
Ajustement 1 : Normes Iso					
Ajustement 2 : impayés					
Ajustement 3 : honoraires de modification juridique					
Ajustement 4 : audit CRE et prestations de conseil associées					
<b>Total poste « autres charges - consommations externes » (projets) ajusté</b>					

### Charges récurrentes

Le sous-poste « récurrent » est calculé sur la période 2017-2021 à partir de la moyenne glissante des 4 dernières années puis indexation selon l'IPC. En corrigeant cette méthode en prenant la moyenne 2013-2015 indexée par l'IPC (l'année 2016 ne peut être retenue car elle est en hausse en raison d'honoraires injustifiés) il ressort que le montant du sous-poste « récurrent » serait de :

En k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
<b>Total poste « autres charges » (récurrent)</b>	<b>1 264,3</b>	<b>1 224,5</b>	<b>1 273,1</b>	<b>1 499,3</b>	[confidentiel]					
Ajustement										
Récurrent (ajusté)	<b>1 264,3</b>	<b>1 224,5</b>	<b>1 273,1</b>	<b>1 499,3</b>						

**Proposition d'ajustement initiale :** PMP propose de corriger la méthode de calcul de la part récurrente du poste « autres charges » en prenant la moyenne des années 2013-2015 sans retenir le montant de l'année 2016 dont la hausse n'a pas été justifiée précisément à ce jour. Cette correction entraîne un impact moyen annuel de **-100,4 k€/an** sur la période 2018-2021.

**Réponse de l'ELD :** Régaz-Bordeaux a apporté des éléments de précision sur la charge 2016 en indiquant que le surcoût observé correspond à une correction de charges d'assurances refacturées à tort à Gaz de Bordeaux durant les années antérieures à 2016.

**Proposition d'ajustement finale :** En tenant compte des éléments fournis par Régaz-Bordeaux, PMP corrige son ajustement en calculant les charges de la période 2018-2021 à partir de la moyenne 2013-2016 soit un impact moyen annuel de **-36,2 k€/an**.

En k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Total poste « autres charges » (récurrent)	1 264,3	1 224,5	1 273,1	1 499,3	[confidentiel]					
Ajustement final										
Récurrent (ajusté)	1 264,3	1 224,5	1 273,1	1 499,3						

## 6.4 Zoom sur les charges de personnel

### 6.4.1 Zoom sur les effectifs

Dans la demande de Régaz-Bordeaux, les effectifs (valeur moyenne par année) évoluent de la manière suivante :

*[confidentiel]*

Par rapport à cette prévision nous proposons de prolonger en partie la baisse des effectifs observée entre 2013 et 2016 (cf. proposition d'ajustement infra).

#### Ajustements sur les effectifs

PMP constate une baisse des effectifs sur la période 2013-2016. Cette inflexion ne se poursuit pas sur la période 2018-2021 (sans tenir compte des projets lancés à partir de 2018). En l'absence d'éléments justificatifs de la stagnation de cette trajectoire et dans un contexte de baisse des consommations, nous proposons de prolonger la baisse tendancielle observée. Cet ajustement s'appuie sur la baisse moyenne observée de la période 2014-2016 (pente assez forte observée entre 2013 et 2014 que nous n'avons pas retenue) :

Vision hors projets lancés en 2018	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Effectifs (Version Régaz-Bordeaux)	confidentiel									
Décroissance annuelle proposée (ETP /an)										
Décroissance cumulée proposée										
Effectifs (Version ajustée)										

**Proposition d'ajustement initiale :** dans ce contexte PMP propose l'ajustement sur les effectifs (hors projets lancés en 2018) de -12,5 ETP cumulés sur la période 2018-2021

**Réponse de l'ELD :** Régaz-Bordeaux s'oppose à cet ajustement sur les effectifs. La méthodologie employée est erronée selon l'ELD. En effet, Régaz-Bordeaux affirme que les effectifs ne doivent pas évoluer « en



tandem avec la baisse des consommations ». Les effectifs sont fonction de la taille et de la complexité du réseau et non pas du niveau des consommations comme le stipule le rapport.

De plus Régaz-Bordeaux a indiqué que les effectifs mentionnés dans le graphe ci-dessus sont uniquement des effectifs statutaires. En tenant compte des effectifs non statutaires la trajectoire globale d'effectifs démontre une baisse des effectifs de 9 ETP sur la période 2013-2016 :

**Proposition d'ajustement finale :** En tenant compte des éléments fournis par Régaz-Bordeaux, PMP revoit son ajustement de la trajectoire d'effectifs hors projets [confidentiel] avec un impact moyen annuel de **-322,5 k€/an** sur la période 2018-2021.

[confidentiel]

En tenant compte de la nouvelle trajectoire d'effectifs hors projets le poste rémunérations brutes est ajusté de :

[confidentiel]

#### 6.4.2 Zoom sur les Rémunérations brutes

Le poste « rémunérations brutes » évolue à la hausse de +1042 k€ (+7%) entre 2016 et 2018. En tenant compte de l'inflation cet écart devient 687 k€ (+4,4%) ;

[confidentiel]

PMP indique que Régaz-Bordeaux reconnaît avoir fourni deux jeux de valeurs différentes des sous-postes de charges de personnel sur la période 2013-2016 dont le total concorde :

- Un premier jeu de données utilisées dans le BP de demande tarifaire qui sont reprises dans les graphes des paragraphes 0 (ci-dessus) et 0 :

En k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R
Rémunérations brutes	13 119	15 037	15 229	15 102
Charges sociales	7 976	8 028	7 779	8 006
CCAS 1%	656	658	641	673
Autres charges sociales	2 369	1 052	1 739	1 984
CICE	-232	-413	-434	-423
<b>Total charges de personnel</b>	<b>23 888</b>	<b>24 362</b>	<b>24 954</b>	<b>25 342</b>

- Un deuxième jeu de données qui est, d'après Régaz-Bordeaux, la base réelle des calculs effectués :

En k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R
Rémunérations brutes	13 119	14 221	14 694	14 680

Charges sociales	7 976	8 118	7 779	8 052
CCAS 1%	656	658	641	673
Autres charges sociales	2 369	1 778	2 274	2 360
CICE	-232	-413	-434	-423
<b>Total charges de personnel</b>	<b>23 888</b>	<b>24 362</b>	<b>24 954</b>	<b>25 342</b>

C'est à partir de ce deuxième jeu de données que l'ensemble des analyses effectuées par PMP ont été effectuées. Régaz-Bordeaux n'a pas souhaité détailler les raisons de l'utilisation de ces deux jeux et des écarts existants entre chaque sous-poste de ces jeux. La projection de ce poste de « Rémunérations brutes » qui inclut les avantages en nature peut être décomposée selon :

- Un effet prix qui se décompose lui-même selon les éléments suivants :

**Augmentation du salaire moyen :**

*[confidentiel]*

Les taux d'avancements et d'ancienneté sont conformes aux taux utilisés par d'autres opérateurs régulés.

- L'effet volume relatif aux 9 ETP recrutés pour les projets

**Propositions d'ajustement initiale : Nous proposons les ajustements suivants pour recalculer les montants du poste des rémunérations brutes sur la période 2017-2021 :**

*[confidentiel]*

- Correction du SNB 2017 :

*[confidentiel]*

- Correction du GVT négatif :

- Une erreur a été identifiée dans le calcul du GVT négatif en raison d'une mauvaise base de rémunération retenue

Ainsi l'évolution du salaire moyen est au final établie à partir de la valeur 2016 déterminée ci-avant et des taux ajustés suivants :

*[confidentiel]*

En multipliant ces salaires moyens par les effectifs ajustés (hors projets) on obtient la trajectoire projetée du poste « rémunération brutes » (hors composante des projets) :

*[confidentiel]*

Le détail des impacts de ces différents ajustements sur la période 2018-2021 est le suivant :

[confidentiel]

En complément, les ajustements proposés sur les ETP associés aux projets (voir par ailleurs) ont les impacts suivants sur les rémunérations et charges sociales :

Projets	Propositions d'ajustements sur les ETP demandés	Impact annuel moyen sur rémunérations brutes et charges sociales sur la période 2018-2021 (k€)
confidentiel		
<b>Total</b>	<b>Retrait de 7,5 ETP</b>	<b>-720,9</b>

[confidentiel]

Pour les ETP projets restants, les impacts de la correction du SNB 2017 et du calcul du GVT négatif sont respectivement de **-1,5 k€/an** et **-0,2 k€/an**.

**En synthèse les ajustements initiaux moyens annuels proposés sur les rémunérations brutes sont de :**

- **1500,4 k€/an** pour le calcul de la projection à partir du montant 2016 ajusté ;
- **455,6 k€/an** pour la baisse des effectifs hors projets sur la période 2018-2021 ;
- **84,6 k€/an** pour la correction de la valeur du SNB 2017 ;
- **11,7 k€/an** pour la correction du calcul du GVT négatif sur la période 2018-2021 ;
- **464,7 k€/an (463+1,5+0,2)** liés aux projets Régaz-Bordeaux.

**Réponse de l'ELD :** Régaz-Bordeaux explique l'augmentation des rémunérations brutes (hors avantages en nature) entre 2013 et 2016 qui évolue de 12,3 M€ en 2013 à 13 M€ en 2016 (+5,9 % d'augmentation) par :

- ☐ L'augmentation des salaires fixes (hors 13<sup>ème</sup> mois) et des heures supplémentaires
- ☐ L'augmentation des primes cadres et du 13<sup>ème</sup> mois
- ☐ Les indemnités statutaires ne sont désormais plus prises en charge par la CNIEG depuis janvier 2015, en contrepartie d'une baisse du taux de cotisation CNIEG (-1,6%). Ce changement a eu pour effet une hausse des indemnités à la charge de l'employeur de entre 2013 et 2016.
- ☐ Le montant des remboursements de salaires et charges sociales par la CNIEG pour les congés maladie est en baisse de sur la période.

- Baisse des effectifs compensée par la hausse du SNB et du coefficient moyen (du fait de l'ancienneté et du coefficient de base avec avancements et reclassements).

Donc les rémunérations brutes des agents ont augmenté compensant une diminution du nombre d'agents.

Concernant les avantages en nature il ressort qu'ils progressent de +0,9 M€ (soit +112%) entre 2013 et 2016. Cette hausse est due essentiellement à des rattrapages de factures de la part des fournisseurs (EDF et Engie) :

L'explication de la hausse sur la période ATRD4 est « le changement de mode de refacturation par EDF, incluant diverses taxes qui n'étaient précédemment pas prises en charge par les ENN (dont la CTA, CSPE, TCFE) ». Par ailleurs Régaz-Bordeaux a apporté aussi les explications suivantes (sans impact chiffré) :

- « Selon notre DRH, EDF a entrepris ces dernières années de recenser l'ensemble des retraités de la branche et de refacturer le coût de leurs avantages en nature à leurs employeurs respectifs. Il est toutefois difficile d'en mesurer l'impact sans analyser l'ensemble des factures sur la période, car tous les agents ne sont pas facturés à intervalles réguliers (certains le sont au moins, d'autres semestriellement, d'autres à l'année). »
- « Enfin, EDF a ajusté le calcul du différentiel sur les consommations, prenant en compte le tarif effectif de chaque agent concerné. Précédemment, le mode de calcul était le même pour tous les agents, indépendamment de leurs niveaux de consommation (kWh consommés x [0,078 € - 0,0051 €]). »

Régaz-Bordeaux est donc en désaccord avec l'ajustement proposé par PMP sur le calcul du poste des rémunérations brutes (y compris avantages en nature)

**Proposition d'ajustement finale :** En tenant compte des éléments fournis par Régaz-Bordeaux PMP propose de revoir son ajustement sur le calcul des rémunérations brutes de la manière suivante :

1/ PMP propose de stabiliser le montant des avantages en nature sur la période 2017-2021 avec le montant 2017 estimé à partir des derniers montants réels connus en 2016 (tenant compte d'un coefficient de correction de 0,9 dû à la douceur du climat en 2016 et actualisé avec l'IPC). Cet ajustement est motivé, dans une logique d'opérateur efficace mais sans remettre en cause les droits des agents à ces avantages, par l'observation du surcoût des consommations par agent de Régaz-Bordeaux par rapport aux consommations nationales [confidentiel] L'impact sur le poste rémunérations brutes est de **-149 k€/an** sur la période 2018-2021.

La trajectoire ajustée du poste de rémunérations brutes (y compris avantages en nature) devient alors :

*[confidentiel]*

**Proposition d'ajustement finale (suite) :**

2/ PMP conserve ses propositions d'ajustements :

- du SNB sur l'année 2017,

- de révision de l'impact du GVT négatif (une erreur a été identifiée dans le calcul du GVT négatif en raison d'une mauvaise base de rémunération retenue par Régaz-Bordeaux).

Avec les données finales ajustées des rémunérations brutes, ces ajustements ont des impacts moyens annuels respectifs de **-82,6 k€/an** (SNB) et **-11,4 k€/an** (GVT négatif).

*[confidentiel]*

Concernant les impacts sur les rémunérations brutes associées aux ajustements passés sur les projets (voir par ailleurs), cela entraîne les impacts suivants :

Projets	Propositions d'ajustements sur les ETP demandés	Impact annuel moyen sur rémunérations brutes et charges sociales sur la période 2018-2021 (k€)
confidentiel		
<b>Total</b>	<b>Retrait de 5 ETP</b>	<b>-283,4</b>

En utilisant le taux moyen de charges sociales sur la période 2018-2021 (55,7%), on peut dissocier l'impact des ETP projets non retenus de  $-283,4/1,557 = -182$  k€ en rémunérations brutes et de -101,4 k€ en charges sociales (ajustement dans paragraphe 6.4.3).

Pour les ETP projets restants, les impacts de la correction du SNB 2017 et du calcul du GVT négatif sont respectivement de **-3,4 k€/an** et **-0,5 k€/an**

**En synthèse les ajustements finaux moyens annuels proposés sur les rémunérations brutes sont de :**

- **322,5 k€/an** pour la baisse des effectifs de -8 ETP sur la période 2017-2021 (hors projets pour lesquels sont acceptés au total 5,5 ETP supplémentaires, dont 4 ETP au titre de la modification de l'organisation juridique et 1,5 ETP au titre des lois NOTRe et LTECV) ;
- **149,3 k€/an** pour le gel du montant des avantages en nature (pour les agents hors projets) ;
- **82,6 k€/an** pour la correction de la valeur du SNB 2017 (en la prenant à 0,2% vs 0,81%) ;
- **11,4 k€/an** pour la correction du calcul du GVT négatif sur la période 2018-2021 ;
- **185,9 k€/an (182+3,4+0,5)** liés aux projets Régaz-Bordeaux.

### 6.4.3 Zoom sur les charges sociales

Le poste charges sociales augmente entre 2016 et 2018 de 946 k€ soit +12%. En tenant compte de l'inflation, cet écart devient 758 k€ et +9,3%.

[confidentiel]

Ce poste évolue sur la période 2016-2021 en prenant des hypothèses découlant de la prévision du CNIEG (cf. annexes) pour les années 2016-2019 et en s'appuyant sur l'évolution des charges sociales des années passées (source CNIEG).

[confidentiel]

L'évolution des taux de charges sociales détaillés des années 2009 à 2017 disponible sur le site de la CNIEG est la suivante :

En %	2009 R	2010 R	2011 R	2012 R	2014 R	2015 R	2016 P	2016 R	2017 P
<b>Part ouvrière vieillesse</b>	12,13	12,13	12,13	12,13	12,13	12,13	12,43	12,48	12,48
Evolution n/n-1		0	0	0	0	0	0,3	0,05	0,05
<b>Part patronale vieillesse de base</b>	24,53	24,68	24,57	25,15	25,72	26,67	27,37	27,64	28,24
Evolution n/n-1		0,15	-0,11	0,58	0,57	0,95	0,7	0,27	0,87
<b>Part patronale spécifique vieillesse et autres risques</b>	4,61	5,28	4,93	4,41	4,78	5,14	5,49	5,99	5,77
Evolution n/n-1		0,67	-0,35	-0,52	0,37	0,36	0,35	0,5	0,28
<b>Part patronale</b>	0,15	0,16	0,16	0,16	0,18	0,19	0,2	0,2	0,2
Evolution n/n-1		0,01	0	0	0,02	0,01	0,01	0	0
<b>Part patronale statutaire</b>	8,94	8,91	9,54	9,38	9,57	9,69	7,2	7,4	7,05
Evolution n/n-1		-0,03	0,63	-0,16	0,19	0,12	-2,49	0,2	-0,15
<b>Part patronale PF légales</b>	5,2	5,2	5,2	5,2					
Evolution n/n-1		0	0	0					

Source : CNIEG

Les deux derniers taux du tableau ci-dessus ayant des évolutions particulières, nous vous indiquons ci-dessous le taux total de charges sociales avec et sans parts patronales statutaire et PF légales. Nous avons aussi isolé la somme des deux taux évoqués dans le mail de prévisions de la CNIEG (Part patronale vieillesse de base et Part patronale spécifique vieillesse et autres risques) :

En %	2009 R	2010 R	2011 R	2012 R	2014 R	2015 R	2016 P	2016 R	2017 P	Moyenne 2009- 2015
<b>Total taux de charges sociales (source : CNIEG)</b>	55,56	56,36	56,53	56,43	52,38	53,82	52,69	53,71	53,74	54,82
Evolution n/n-1		0,80	0,17	-0,10	-4,05	1,44	-1,13	1,02	0,03	-0,48
<b>Total taux de charges sociales hors parts patronales statutaire et PF légales (source : CNIEG)</b>	41,42	42,25	41,79	41,85	42,81	44,13	45,49	46,31	46,69	42,82

Evolution n/n-1		0,83	-0,46	0,06	0,96	1,32	1,36	0,82	0,38	0,68
<b>Total taux patronal vieillesse de base et taux patronal spécifique vieillesse et autres risques (source : CNIEG)</b>	29,14	29,96	29,5	29,56	30,5	31,81	32,86	33,63	34,01	30,48
Evolution n/n-1		0,82	-0,46	0,06	0,94	1,31	1,05	0,77	1,15	0,62

Source : CNIEG

On notera que le taux d'évolution de charges sociales de Régaz-Bordeaux retenu entre 2016 et 2017 de +0,6pt est proche des évolutions moyennes du taux de charges sociales hors parts patronales statutaire et PF légales et du taux patronal vieillesse de base et taux patronal spécifique vieillesse et autres risques sur la période 2009-2015. L'hypothèse prise en 2019 semble cohérente avec les taux d'évolution observés entre 2009 et 2016.

En appliquant les taux retenus par Régaz-Bordeaux aux valeurs ajustées des rémunérations brutes et avantages en nature (hors projets) on obtient les impacts suivants :

[confidentiel]

#### **Proposition d'ajustement initiale :**

L'impact moyen annuel sur les charges sociales des ajustements apportés aux rémunérations brutes et avantages en nature (hors ETP projets) est de **-1142,8 k€/an**

L'impact moyen annuel sur les charges sociales des ajustements apportés aux rémunérations brutes et avantages en nature pour les ETP projets est de **-258 k€/an (463 k€/an \* 55,7%)**

**Réponse de l'ELD :** Régaz-Bordeaux s'oppose aux ajustements sur les rémunérations brutes et avantages en nature. De ce fait, l'ELD s'oppose indirectement aux ajustements sur les charges sociales qui découlent des rémunérations brutes.

**Proposition d'ajustement finale :** l'impact sur les charges sociales des ajustements finaux proposés sur les rémunérations brutes (hors projets) sont de **-315,2 k€/an** sur la période 2018-2021.

L'impact sur les charges sociales des ajustements finaux proposés sur les rémunérations brutes (projets) sont de **-101,3 k€/an (283,4 k€/an \* 55,7%)**

#### **6.4.4 Zoom sur les autres charges de personnel**

Dans la demande de Régaz-Bordeaux, les autres charges de personnel (hors Projets) se décomposent de la manière suivante :

[confidentiel]

Concernant le sous-poste « autres charges sociales », la prise en compte d'une moyenne des valeurs 2013 à 2016 a un impact très faible sur leurs montants. Il en est de même pour le CICE.

Les ajustements apportés aux effectifs (hors projets) et rémunérations brutes et avantages en nature ont les impacts suivants sur les différents sous-postes des autres charges de personnel :

*[confidentiel]*

**Proposition d'ajustement initiale :**

L'impact moyen annuel sur les autres charges de personnel des ajustements apportés aux rémunérations brutes et avantages en nature (effectifs hors projets) est de **- 135,3 k€/an.**

Un calcul similaire sur les autres charges sociales des effectifs projets donne un impact moyen annuel de **-18 k€/an.**

**Réponse de l'ELD :** Régaz-Bordeaux s'oppose aux ajustements sur les rémunérations brutes et avantages en nature. De ce fait, l'ELD s'oppose indirectement aux ajustements sur les charges sociales qui découlent des rémunérations brutes.

**Proposition d'ajustement finale :** A la suite des ajustements finaux proposés sur les rémunérations brutes, l'impact moyen annuel sur le poste d'autres charges de personnel est de **-59,3 k€/an** (personnel hors projets) et de **- 8,2 k€/an** (personnel projets). Cet impact se décompose en : *[confidentiel]*

#### 6.4.5 Zoom sur ajustement général charges de personnel

PMP observe que la part de charges de personnel immobilisées décroît au cours de la période 2018-2021 :

*[confidentiel]*

PMP observe qu'aucune baisse de charges de personnel n'est envisagée dans la demande tarifaire en regard de la baisse de la quote-part des charges de personnel immobilisées, cela traduisant une sous-activité des équipes en charge des travaux d'investissement (raccordements, ...).

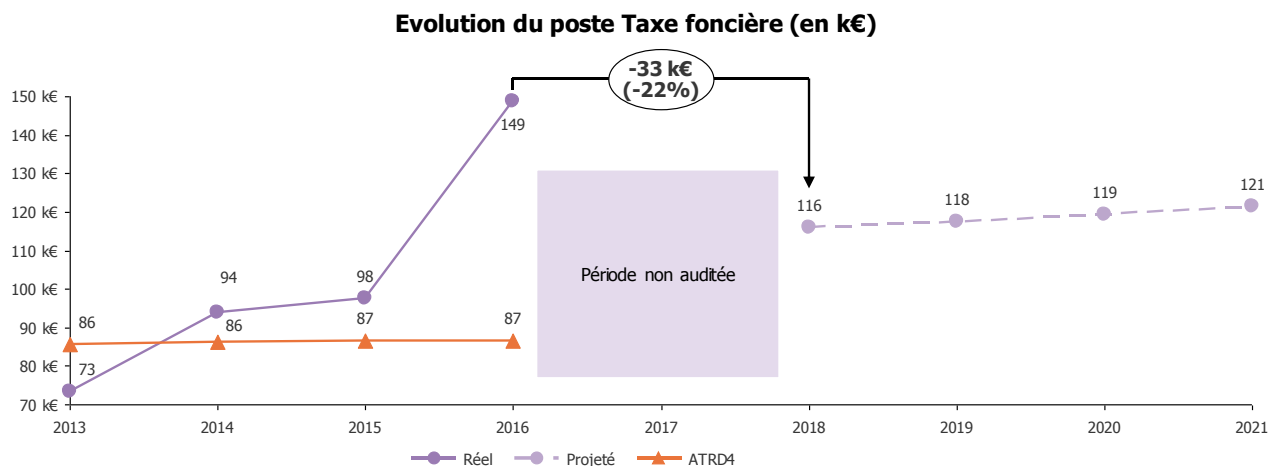
**Proposition d'ajustement (post-contradictoire) :** Dans une optique d'opérateur efficace, cette sous-activité envisagée des équipes en charges des travaux d'investissement ne peut être acceptée. PMP propose dans ce sens un ajustement général à la baisse sur les charges de personnel correspondant à l'écart entre les montants de charges de personnel immobilisées de la demande tarifaire et ceux calculés en conservant le taux d'immobilisation de l'année 2016 (14,1%) sur la période 2018-2021. Cela représente un impact moyen annuel de **-271 k€/an.**



## 6.5 Impôts et taxes

### 6.5.1 Zoom sur taxe foncière

La taxe foncière évolue à la baisse entre 2016 et 2018 de **-33 k€ (-22 %)**.



Le montant 2016 de la taxe est particulièrement élevé en raison d'un rattrapage de facturation effectué par la Banque Postale (propriétaire du nouveau siège construit sur le site de Bacalan et financeur du projet en crédit-bail) sur l'année 2015 (1<sup>ère</sup> année des travaux de construction du nouveau siège).

La prévision a été établie en établissant la moyenne des années 2014 à 2016 (année 2013 non représentative du dispositif actuel).

Dans le contexte de mise en service du nouveau siège à partir de 2017, nous reprenons la proposition de Régaz-Bordeaux d'ajuster à la baisse ce poste en prenant comme référence le montant de la taxe foncière 2016 du site de Bacalan qui tient compte du nouveau siège. Cela représente un impact de -9,3 k€/an.

**Proposition d'ajustement :** Dans le contexte de mise en service du nouveau siège, PMP reprend la proposition de Régaz-Bordeaux d'ajuster à la baisse le montant de la taxe foncière en prenant comme référence le montant 2016 de la taxe sur le site de Bacalan (celle-ci incluant la taxe du nouveau siège). Cela représente un impact de **-9,3 k€/an** sur la période 2018-2021.

## 6.6 Zoom sur les recettes extratarifaires

Le poste de recettes extratarifaires évolue à la baisse entre 2016 et 2018 de **-2M€ (-23%)**

*[confidentiel]*

Ce poste se compose des sous-postes suivants :

En K€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Facturation Tiers raccordement consommateurs	667,9	709,5	547,5	935,5	confidentiel					
Facturation prestations catalogue-location compteurs	1 369,4	1 285,4	1 261,0	1 334,2						
Ventes diverses	60,9	24,0	15,6	12,8						
Refacturation de projets informatiques à Gaz de Bordeaux	563,4	495,7	554,9	975,0						
Travaux pour tiers	1 428,2	1 642,7	1 549,6	1 579,3						
Refacturations intra-groupe - charges affectables	1 810,6	2 013,2	2 147,1	1 923,7						
Refacturations intra-groupe - fonctions support	2 154,5	2 091,7	1 743,7	2 040,4						
Refacturations intra-groupe	-187,0	-60,1	-135,6	-215,2						
<b>Total Recettes extra-tarifaires</b>	<b>7 868,0</b>	<b>8 202,0</b>	<b>7 683,7</b>	<b>8 585,7</b>						

Les méthodes de projection pour ces différents sous-postes pour la période 2017-2021 sont les suivantes :

	Méthode de projection pour la période 2018-2021
Facturation Tiers raccordement consommateurs	Ce poste correspond aux montants payés par les consommateurs lors de leurs raccordements. Ils sont compensés par une écriture de production immobilisée et n'impactent pas les charges à couvrir.
Facturation prestations catalogue-location compteurs	Moyenne 2013-2016 et index IPC
Ventes diverses	Moyenne 2013-2016 et index IPC
Refacturation de projets informatiques à Gaz de Bordeaux	Il s'agit de la totalité des développements de logiciels réalisés par Régaz-Bordeaux pour Gaz de Bordeaux. [confidentiel]
Travaux pour tiers (ex : déplacements de canalisations)	Moyenne 2013-2016 et index IPC
Refacturations intra-groupe - charges affectables	Evolution au cas par cas
Refacturations intra-groupe - fonctions support	
Refacturations intra-groupe	

**Réponse de l'ELD :** Lors de la phase contradictoire, Régaz-Bordeaux a précisé que les taux d'évolution des charges de personnel refacturées à Gaz de Bordeaux dans le cadre des projets de développement informatique pouvaient être ajustés selon les taux d'évolution des charges de personnel et non selon l'IPC.

*[confidentiel]*

**Propositions d'ajustement :** PMP accepte la proposition de révision avancée par Régaz-Bordeaux. Cela représente un impact moyen annuel de **-7,2 k€/an sur la période 2018-2021.**

L'analyse des refacturations intra-groupe (trois dernières lignes des tableaux ci-dessus) fait ressortir les éléments suivants :

### **Charges affectables :**

Il s'agit de l'ensemble des charges consommées par Régaz-Bordeaux pour l'activité de Gaz de Bordeaux. Ces charges lui sont refacturées :

*[confidentiel]*

PMP observe qu'il existe une différence entre les recettes réelles présentes dans le calcul de la demande tarifaire pour les charges affectables et les données fournies censées détailler ces charges :

*[confidentiel]*

PMP n'a pas obtenu d'explications à ces écarts de la part de Régaz-Bordeaux.

L'arrêt de la location du site de Ravezies à fin 2017 entraîne l'arrêt de la sous-location d'une partie des bâtiments à Gaz de Bordeaux. Cela représente une perte de recettes de 649 k€/an. Les montants des autres sous-postes sont projetés selon la moyenne des années 2013-2016 à laquelle est appliquée l'IPC.

### **Refacturations intra-groupe fonctions support : Mise à disposition de personnel à Gaz de Bordeaux**

Par ailleurs Régaz-Bordeaux met à disposition de Gaz de Bordeaux des personnels de fonctions support. Ils sont refacturés selon les hypothèses suivantes :

En K€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
AGRH	520,2	435,6	400,7	441,9						
Communication	59,0	51,0	55,1	67,0						
DAF	585,2	569,7	560,6	533,4						
Informatique	374,2	384,1	224,8	281,8						
Moyens généraux	584,0	496,8	460,4	521,3						
Diversification	31,9	154,5	42,2	195,0						

Marge 3%	63,7	58,1	49,4	55,9						
<b>Total refacturations fonctions support</b>	<b>2 218,2</b>	<b>2 149,8</b>	<b>1 793,1</b>	<b>2 096,3</b>						

PMP observe qu'il existe une différence entre les recettes réelles présentes dans le calcul de la demande tarifaire pour les refacturations intra-groupe de fonctions support et les données fournies censées détailler ces recettes. Cet écart compense celui observé pour les charges affectables. Néanmoins, Régaz-Bordeaux n'a pas fourni d'explication à ces différences :

En K€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
<b>Refacturations fonctions support demande tarifaire (A)</b>	2 154,5	2 091,7	1 743,7	2 040,4						
<b>Total détail refacturation fonctions support (B)</b>	2 218,2	2 149,8	1 793,1	2 096,3						
<b>Ecart (B-A)</b>	63,7	58,1	49,4	55,9						

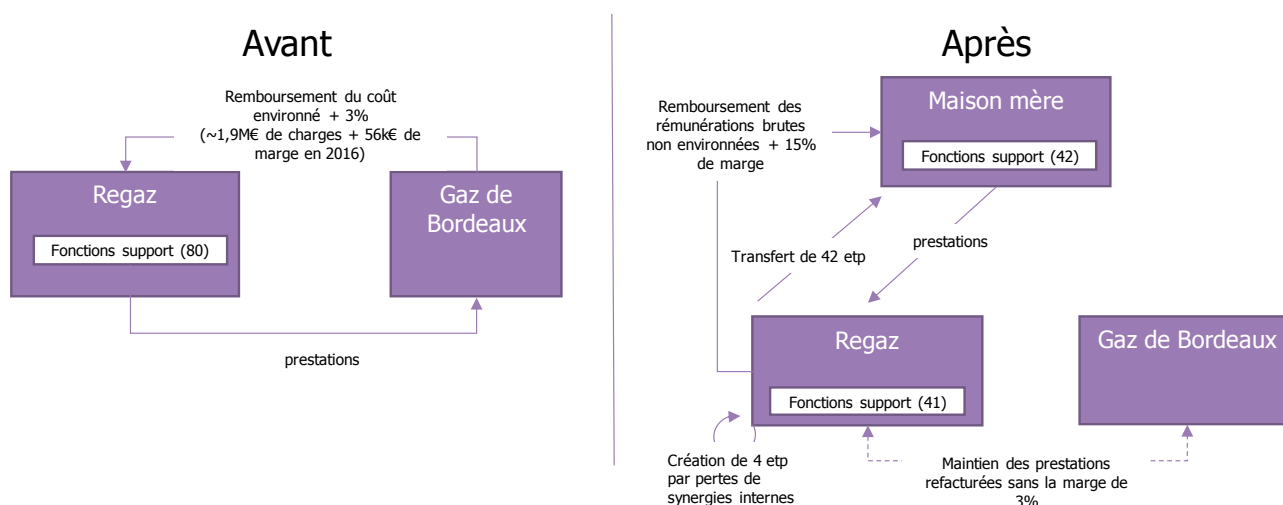
Les montants projetés de chaque fonction sont calculés selon la moyenne des années 2013 à 2016 excepté pour :

- La DIF (SI) dont les montants sont établis selon la moyenne des années 2015 et 2016 ;
- La RH dont la méthode n'a pas été justifiée.

En appliquant à ces directions les moyennes des années 2013 à 2016, l'impact sur les recettes est de :

*[confidentiel]*

La demande tarifaire de Régaz-Bordeaux prend en compte l'impact de son changement d'organisation sur la refacturation des fonctions support, sur la base des flux modélisés comme indiqué ci-dessous :



Dans la demande tarifaire, Régaz-Bordeaux fait l'hypothèse que les ETP transférés restent dans ses effectifs (hypothèse « iso-organisation » avant et après changement d'organisation).

Régaz demande la couverture des charges liées :

- A la création des ETP au sein de ses fonctions supports, par perte de synergies internes ;
- A la perte des 3% de marge en provenance de Gaz de Bordeaux ; le flux de refacturation vers Gaz de Bordeaux est maintenu dans le cadre de l'hypothèse « iso-organisation » ;
- A la refacturation d'une marge de 15% sur les rémunérations brutes des personnels transférés à la maison mère, à proportion de la part du temps passé pour le compte du GRD (clés spécifiques à chaque fonction support) → + 411 k€ en 2016 (dans la demande tarifaire les rémunérations de ces personnels restant à la charge de Régaz-Bordeaux, hypothèse « iso organisation ») : cf. détails ci-après (refacturations intra-groupe).

PMP observe l'arrêt de la facturation de la marge de 3% associée aux prestations effectuées pour Gaz de Bordeaux ce qui n'est pas dans la continuité de ce qui se faisait avant réorganisation. En appliquant un taux de marge de 3% aux montants de recettes de mise à disposition de personnel facturées par Régaz-Bordeaux sur la période 2018-2021 nous obtenons :

*[confidentiel]*

**Propositions d'ajustements initiales :** La révision du mode de calcul des charges prévisionnelles de fonctions support RH et DIF (SI) refacturées à Gaz de Bordeaux selon la moyenne 2013-2016 entraîne un impact à la baisse sur la demande tarifaire de **- 107,5 k€/an**

Il ressort aussi que la marge de 3% qui était appliquée n'existe plus à partir de 2017 ce qui n'est pas justifié selon le principe d'iso-organisation retenue dans la demande de Régaz-Bordeaux (pas de transfert de charges de personnel retenu dans le cadre de la modification juridique). Sa conservation (application d'un taux de 3% à la somme des montants de mise à disposition de personnel y compris ajustements à la hausse) entraînerait un impact annuel moyen de **-63,1 k€/an**

#### Réponse de l'ELD :

1/ Concernant la méthode de calcul détaillant la projection des charges DRH refacturées à Gaz de Bordeaux, Régaz-Bordeaux apporte la précision suivante :

- Les projections sont basées sur le budget 2016/2017 qui inclut les montants de charges de la Direction Juridique au sein de laquelle des évolutions d'effectifs ont été [confidentiel]

2/ Concernant la méthode de calcul détaillant la projection des charges SI refacturées à Gaz de Bordeaux, Régaz-Bordeaux apporte la précision suivante :

- Régaz-Bordeaux a utilisé les données de l'exercice 2015/2016 pour calculer le montant des refacturations à établir à Gaz de Bordeaux. Toutefois Régaz-Bordeaux précise que pour effectuer les projections de refacturation, il convient d'exclure les amortissements des logiciels communs entre Régaz-Bordeaux et Gaz de Bordeaux (impact sur les refacturations :  $2,1 \text{ M€} / 3 \text{ ans} \times 35\% = 246 \text{ K€}$ ) et ne pas se baser sur l'historique de ces quatre derniers exercices.

3/Régaz-Bordeaux n'apporte pas de commentaire à la suppression de la marge de 3% sur la période 2018-2021.

**Propositions d'ajustements finales :** A la suite des éléments de précision apportés par Régaz-Bordeaux sur les montants à refacturer, PMP propose que :

- ❑ L'ajustement sur les montants des charges DRH à refacturer à Gaz de Bordeaux soit annulé en tenant compte des justifications apportées,
- ❑ L'ajustement sur les montants des charges SI à facturer à Gaz de Bordeaux soit maintenu car il semble que le retraitement des amortissements à effectuer ne soit pas compatible avec les valeurs « brutes » transmises, notamment celle de 2015 (224 k€) qui est inférieure à la valeur annuelle de l'amortissement (246 k€). Dans ce contexte le montant d'ajustement de **-66,2 k€/an** est maintenu.
- ❑ L'ajustement sur la marge de 3% soit maintenu à **-63,1 k€/an** en raison de l'absence de commentaires supplémentaires de Régaz-Bordeaux sur ce point.

### **Refacturations intra-groupe**

Les montants de ce sous-poste de refacturations intra-groupe correspondent à des charges facturées à Régaz-Bordeaux par d'autres entités du groupe pour des prestations spécifiques :

En K€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
<b>Charges facturées par Gaz de bordeaux</b>	-187,0	-60,1	-135,6	-215,2						
<b>Marge (15%) sur convention de service passée avec maison-mère</b>	0,0	0,0	0,0	0,0						
<b>Total charges intra-groupe</b>	<b>-187,0</b>	<b>-60,1</b>	<b>-135,6</b>	<b>-215,2</b>						

Gaz de Bordeaux refacture l'entretien des chaudières des agents et du site de Bacalan.

Par ailleurs la convention passée avec la maison mère (SEM) pour la mise à disposition de fonctions support fait l'objet d'une marge de 15% calculée sur la masse salariale des agents concernés :

*[confidentiel]*

**Proposition d'ajustement initiale :** la prise en compte de la marge qui serait facturée par la maison mère à Régaz-Bordeaux à partir de 2018 n'est pas cohérente avec l'hypothèse d'iso-organisation (pas d'impact retenu sur les charges de personnel dans le cadre de la modification juridique). L'exclusion de cette marge de la demande tarifaire a un impact moyen annuel est de **-450k€/an** sur la période 2018-2021

### **Réponse de l'ELD :**

1/Régaz-Bordeaux justifie l'existence de cette marge de 15% (facturée par la maison-mère de Régaz-Bordeaux et Gaz de Bordeaux) pour des raisons juridiques et fiscales :

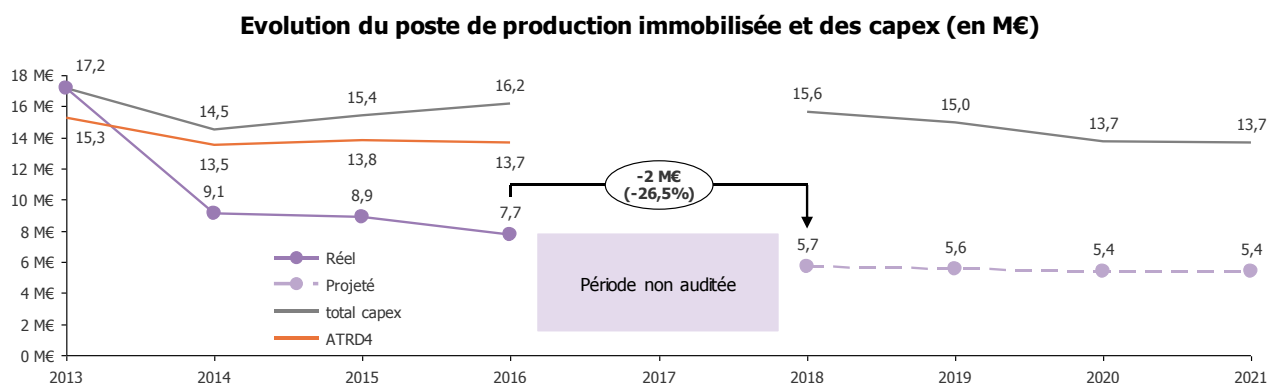
- Elle se priverait d'une recette qu'elle aurait perçue si elle avait facturé ses services à une entité tierce. Or, elle ne se priverait de ce cette recette que pour favoriser une autre entreprise dans laquelle le dirigeant commun est intéressé.
- D'un point de vue fiscal, il en est de même puisque si la société prestataire ne facture pas ou trop peu, elle se prive volontairement d'une recette qui aurait dû intégrer son chiffre d'affaires et diminue ainsi l'assiette de l'impôt ; si la société prestataire facture trop, elle gonfle l'assiette de l'impôt dû par cette dernière

Régaz-Bordeaux a revu à trois reprises le montant de la marge à appliquer aux prestations que la maison-mère lui facturerait (montants 2016 avant application d'un coefficient d'actualisation) : 411 k€/an, 387 k€/an puis 277 k€/an.

**Proposition d'ajustement finale :** A la suite des éléments apportés par Régaz-Bordeaux, PMP maintient son ajustement (- 450 k€/an sur la période 2018-2021) n'ayant pas obtenu de justifications d'économies enregistrées dans la demande tarifaire en parallèle du transfert des ETP de fonctions support vers la maison-mère (SEM) à partir de 2018.

## 6.7 Zoom sur la production immobilisée

La production immobilisée évolue à la baisse entre 2016 et 2018 de -2 M€ (-26,5%). En tenant compte de l'inflation cet écart est de -2,3 M€ (-28,5%)



Les différents postes qui contribuent à la production immobilisée sont les suivants :

En k€ courants	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Hypothèses de projection 2017-2021
Achats stockés	2 199						Moyenne 2013-2016 et index IPC
Sous-traitance liée à la prodim	2 637						Passage en investissement directement à partir de 2017
Cessions internes reçues	247						Annule des charges → impact nul sur la demande tarifaire

<b>Charge de personnel immobilisées</b>	<b>3 575</b>						<b>Pourcentage (moyenne 2015-2016) des investissements réseau et informatique et index IPC</b>
recettes extratarifaires dont autres prestations	936						Annule la recette de la part client des travaux de raccordement → impact nul sur la demande tarifaire
<b>Total Production Immobilisée</b>	<b>7 722</b>						

Régaz-Bordeaux justifie d'avoir choisi la moyenne des années 2015 et 2016 du pourcentage de charges de personnel immobilisée sur investissement réseau et informatique car les années 2013, 2014 et 2017 étaient particulières (utilisation forte ou faible de la main d'œuvre technique) :

En M€	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
<b>Investissements réseau et informatique</b>	16,8	13,9	16,0	15,3						
<b>Charges de personnel immobilisées</b>	3,8	3,5	3,8	3,6						
<b>% charges de personnel immobilisées</b>	22,8%	25,4%	23,8%	23,3%						

La part de production immobilisée sur investissement réseau et informatique est croissante :

	2015 R	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
<b>Production Immobilisée</b>	8 875	7 722						
<b>Investissements réseau et informatique</b>	15 997	15 325						
<b>% production immobilisée / investissements</b>	<b>55,5%</b>	<b>50,4%</b>						

Le décrochage qui a lieu en 2017 est essentiellement dû à la fin du passage en production immobilisée de la sous-traitance (impact 2016 : 2,6 M€). Par ailleurs, les investissements informatiques de 2013 étaient élevés en raison de la mise en place d'un nouveau système de gestion.

La part de production immobilisée au sein des achats stockés est stable sur la période 2016-2021 :

	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
<b>Part de production immobilisée en achats stockés</b>	<b>69,0%</b>	<b>75,1%</b>	<b>73,3%</b>	<b>76,3%</b>						



En revanche la part de charges de personnel immobilisée baisse entre 2015 et 2021 ce qui augmente d'autant l'impact sur la demande tarifaire :

	2013 R	2014 R	2015 R	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
<b>Part de production immobilisée en charges de personnel</b>	<b>16,0%</b>	<b>14,5%</b>	<b>15,2%</b>	<b>14,1%</b>						

Afin de limiter l'utilisation de la sous-traitance dans la gestion des travaux et maximiser celle de la main d'œuvre interne, il serait pertinent de conserver un niveau de charges de personnel immobilisée égal à celui de 2016 pour la période 2017-2021.

**Propositions d'ajustements initiales :** En appliquant un ratio aux montants de charges de personnel sur la période 2018-2021, l'impact annuel moyen en production immobilisée est de -691 k€/an.

**Réponse de l'ELD :** Régaz-Bordeaux a précisé deux points concernant les montants de production immobilisée de sa demande tarifaire :

1/Proposition d'une révision du mode de calcul des charges de personnel immobilisées 2018-2021 :

- ☐ Calcul fondé sur le taux moyen 2013-2016 (et non uniquement 2015-2016) des charges de personnel immobilisées sur investissements réseau et informatique,
- ☐ Réévaluation des montants de charges de personnel immobilisées selon les taux d'évolution des rémunérations brutes et non l'IPC.

2/en réponse à la proposition d'ajustement de PMP, Régaz-Bordeaux indique que lors de l'audit ATRD3, un ajustement avait été passé sur ce poste, faisant augmenter le taux de main d'œuvre sur la production immobilisée entre 2009 et 2013. Ce taux a été reconduit lors de l'ATRD4 car il était conforme aux engagements de Régaz-Bordeaux. De ce fait, Régaz-Bordeaux ne comprend pas l'utilisation d'un taux basé sur le ratio « charges de personnel immobilisée / ensemble des charges de personnel ». Régaz-Bordeaux préconise pour l'ATRD5, le maintien de la méthode de répartition validée par la CRE depuis 2009.

**Proposition d'ajustement finale :** A la suite des précisions apportées par Régaz-Bordeaux, PMP revoit son ajustement initial :

1/ PMP retient la proposition formulée par Régaz-Bordeaux de calcul des montants de charges de personnel immobilisée selon un taux constant et actualisés selon les taux d'évolution des rémunérations brutes. Cela représente un impact moyen annuel de **-167,3 k€/an** sur la période 2018-2021.

2/ PMP retire son ajustement initial concernant la baisse des montants de charges de personnel immobilisés. Il est remplacé par un autre ajustement mentionné en 6.4.5 sur les charges de personnel.

## 7. Dissociation comptable

La dissociation comptable pour Régaz-Bordeaux s'effectue uniquement entre les activités de fournisseurs et distributeur, cette dernière mettant notamment à disposition de Gaz de Bordeaux des fonctions supports.

Les clés utilisées sont les suivantes (valeurs ATRD4 utilisées) :

Clés de répartition	Part GRD	Part autres	Inducteurs
<b>DG</b>	0%	100%	
<b>DRH</b>	<b>67%</b>	<b>33%</b>	Selon effectif GRD / Autre
<b>DAF</b>	<b>57%</b>	<b>43%</b>	Nombre d'écritures
<b>Informatique</b>	<b>65%</b>	<b>35%</b>	Nombre d'heures passées et nombre de postes informatiques
<b>Courrier</b>	<b>25%</b>	<b>75%</b>	Nombre de plis
<b>Juridique</b>	<b>70%</b>	<b>30%</b>	

La valeur réelle à fin 2016 de ces clefs donne :

- DRH : 68% / 32%

Effectif moyen exercice				
2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016
338	339	335	330	330
169	169	167	161	157
<b>507</b>	<b>508</b>	<b>502</b>	<b>491</b>	<b>487</b>
33,3%	33,3%	33,3%	32,8%	32,2%

- DAF : Régaz-Bordeaux propose une clef fondée sur le temps passé par chaque agent. La valeur de la clef serait alors de 60%/40% ;

	Agents	GRD	Autres
DAF	1	0,7	0,3
Respon. Pôle Tiers	1	0,7	0,3
Trésor	4	1,0	3,0
Fournisseurs	3	1,5	1,5
Respon. Pôle compta., CDG	1	0,8	0,2
Déclarations fiscales & sociales	1	0,5	0,5
Comptabilité analytique	4	3,5	0,5
Contrôle de gestion	1	1,0	0,0
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>9,7</b>	<b>6,3</b>
		<b>60,4%</b>	<b>39,6%</b>

- Informatique : 65%/35% (cf. tableau en annexe) ;

- Courrier (affranchissement) : nombre de courriers reçus (20% en 2016) ;
- La clé utilisée pour le personnel juridique (4 personnes) a été nouvellement élaborée car cet effectif était auparavant rattaché au sein des Ressources Humaines. Elle a été construite sur la base déclarative des juristes en fonction du temps passé par activité.

Ces valeurs sont peu différentes de celles retenues pour l'ATRD4. PMP trouve pertinentes les clefs retenues hormis celle de la DAF pour laquelle il est favorable à l'utilisation d'une clef fondée sur les heures passées qui paraît plus pertinente. PMP précise toutefois que le chiffrage à 60%/40% n'a pas été contrôlé sur pièces.

## 8. Annexes

### 8.1 Extrait du contrat de concession Bordeaux Métropole mentionnant les redevances et les modalités de leur calcul

*[confidentiel]*

### 8.2 Mail du CNIEG concernant l'évolution des charges sociales

*[confidentiel]*

### 8.3 Détail des obligations juridiques du taux de marge

#### En droit pénal

La question doit être abordée sous l'angle de la prévention de l'abus de biens sociaux dans les groupes de sociétés.

Aux termes de l'article L 242-6, 3° du code de commerce, il peut être reproché au président, aux administrateurs ou aux directeurs généraux d'une société anonyme (les SEM y sont assimilées) « de faire, de mauvaise foi, des biens ou du crédit de la société, un usage qu'ils savent contraire à l'intérêt de celle-ci, à des fins personnelles ou pour favoriser une autre société ou entreprise dans laquelle ils sont intéressés directement ou indirectement ».

Commettrait l'infraction le Directeur général de la SEM (par ailleurs également représentant permanent de la présidente personne morale de la SAS) qui ferait travailler gratuitement les services de la SEM au bénéfice de ses filiales. Ce faisant la SEM s'appauvrirait, ce qui contredirait son intérêt social, au bénéfice des sociétés bénéficiaires qui seraient ainsi favorisées.

Mais tel serait également le cas si la SEM se voyait simplement remboursée de ses dépenses et ne facturait pas de marge. En effet, elle se priverait ainsi d'une recette qu'elle aurait perçue si elle avait facturé ses services à des entités tierces. Or, elle ne se priverait de cette recette que pour favoriser une autre entreprise dans laquelle le dirigeant commun est intéressé. C'est bien ce qui peut lui être reproché et qu'il faut éviter.

En fait, les flux financiers entre sociétés d'un même groupe sont licites dès lors que sont réunies diverses conditions cumulatives dégagées par la jurisprudence :

- L'opération est dictée par l'intérêt commun de groupe ;
- Elle est appréciée au regard d'une « politique élaborée pour l'ensemble du groupe » ;
- Elle n'est pas « démunie de contrepartie » ;
- Elle ne rompt pas l'équilibre entre les engagements respectifs des diverses sociétés concernées ;
- Elle n'excède pas les possibilités financières de la société.

Tout est question d'équilibre : la société qui rend les services ne doit pas s'appauvrir et travailler gratuitement mais la société qui en bénéficie ne doit pas être mise en péril par les exigences financières de son prestataire (sauf à s'appauvrir elle-même de sorte que l'abus de biens serait commis en son sein).

Voilà pourquoi il faut facturer les services rendus au prix du marché et selon des modalités courantes.

Par ailleurs, il peut être ajouté qu'une marge ayant toujours été facturée à GDB (fut-elle modeste), il serait tout à fait discriminatoire de ne pas en facturer à REGAZ. Ce traitement de faveur n'aurait aucune justification.

### En droit fiscal

L'administration fiscale est toujours très attentive aux conventions de « management fees ». Là aussi, l'équilibre est nécessaire.

Si la société prestataire ne facture pas ou facture trop peu, elle se prive volontairement d'une recette qui aurait dû intégrer son chiffre d'affaires et diminue ainsi l'assiette de l'impôt ;

Si la société prestataire facture trop, elle gonfle artificiellement les charges de la société qui bénéficie de ses services et fait baisser l'assiette de l'impôt dû par cette dernière ; au surplus il peut lui être reproché d'avoir ainsi perçu des dividendes déguisés en prestations de services.

## **8.4 Extrait du calcul de la valeur 2016 de la clé de dissociation DIF**

*[confidentiel]*

## **8.5 BP demande tarifaire ATRD5 Régaz Bordeaux**

*[confidentiel]*

## **8.6 Synthèse des ajustements initiaux proposés**

*[confidentiel]*

## **8.7 Synthèse des ajustements finaux proposés**

*[confidentiel]*